PREMIERE EXPEDITION

PROCES VERBAL DE DESCRIPTION

DE COMMISSAIRE DE JUSTICE

Société Civile Professionnelle

SOLITI

Commissaires de Justice Associés

11 rue Edgar Brandt Bat C

72000 - LE MANS

Tel : 02 43 24 71 19 **contact@huissierlemans.fr**

Fax : 02 43 23 71 44







LE MARDI VINGT JANVIER
DEUX MILLE VINGT SIX
de 09 heures 00 à 11 heures 45.

A LA REQUETE DE :

COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS, SA au capital de 262.391.274,00 euros, entreprise régie par le Code des Assurances, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de PARIS (75) sous le numéro 382.506.079 dont le siège social est 59 avenue Pierre Mendès-France, 75013 PARIS, agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège.

CREANCIER POURSUIVANT

Pour laquelle domicile est élu au Cabinet de **Maître Jean-Yves BENOIST**, avocat au Barreau du MANS, membre de la SCP HAUTEMAINE AVOCATS, 1 boulevard Georges Meliès – 72000 LE MANS

Lequel se constitue à l'effet d'occuper pour la requérante, sur les poursuites de saisie immobilière, devant le JEX du Tribunal Judiciaire du MANS (SARTHE) et au cabinet duquel où pourront être notifiés les actes d'opposition à commandement, les offres réelles et toutes significations relatives à la saisie dont il s'agit,

Avant pour avocat plaidant Maître Sarah SAHNOUN, membre de la SELARL SAHNOUN & Avocats Associés, Société d'Avocat au Barreau de Grasse, y demeurant 18 boulevard Carnot, 06400 Cannes-Ligne directe : 04.93.30.30.70- contact@avocat-sahnoun.com .

AGISSANT EN VERTU DE :

- De la grosse d'un jugement (RG 22/02959) rendu par la Première Chambre du Tribunal Judiciaire du MANS le 25 juillet 2024,
- Signifié le 21 août 2024 suivant exploit par la SCP VENISSE – FERREIRA & Associés, commissaires de justice à LA FLECHE,
- Certificat de non-appel émis par la Cour d'Appel d'ANGERS du 24 septembre 2024,
- D'une inscription d'hypothèque judiciaire définitive auprès du SPF de la SARTHE publiée le 08 octobre 2024 sous les références 7204P01 2024V n°4333, venant en substitution d'une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire publiée le 21 novembre 2022 sous les références 7204P01 2022V n°9189, à fin de garantir un montant de 149.549,14 €,
- D'un précédent commandement tendant à la saisie immobilière délivré par acte de la SCP SOLITI le 7 janvier 2026 demeuré infructueux,
- Des articles R 322-1 et R 322-2 du Code de Procédure Civile d'exécution à l'effet de dresser le présent procès-verbal de description du bien immobilier ci-après désigné :

COMMUNE de COURDEMANCHE (72150) (SARTHE), une propriété sise lieudit 1 rue Neuve, une maison d'habitation comprenant :

- Au rez-de-chaussée : salon-séjour, cheminée, cuisine, cellier, WC autre salon avec cheminée
- Au rez-de-jardin : ancien fournil, écurie, caves, buanderie
- Dépendance

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	Contenance		
			ha	a	ca
A	699	« Le Bourg »	00	04	05

Tel et ainsi que le bien existe, s'étend, se poursuit, et comporte actuellement avec toutes ses aisances, dépendances, immeubles par destination, sans aucune exception ni réserves.

ORIGINE DE PROPRIETE :

Les biens et droits immobiliers ci-dessus désignés appartiennent à [redacted] pour les avoir acquis suivant acte de Maître Jean-Michel BAUDRY, notaire au GRAND LUCE (Sarthe) en date du 22 février 2017, **publié le 16 mars 2017 sous les références 7204P02 2017P979**.

Je soussigné, Guillaume RENON, Commissaire de Justice, membre de la Société Civile Professionnelle SOLITI, Commissaires de Justice Associés demeurant 11 rue Edgar Brandt Bat C à LE MANS (72),

ME SUIS RENDU CE JOUR :

1 rue Neuve

72150 COURDEMANCHE

EN PRÉSENCE DE :

Monsieur Johnny GUERIN, SEAM,
Madame Laure WEBER,
Monsieur Michel MOREAU, Mairie de COUDEMANCHE,
Monsieur Jérôme GODET, JBC INGENIERIE.

SITUATION GÉOGRAPHIQUE

La commune de COURDEMANCHE est située à environ 38 kilomètres au Sud du MANS et se compose d'environ 623 habitants.

SITUATION LOCATIVE

Les lieux sont actuellement occupés par [redacted]

DESCRIPTION

Note liminaire :

L'absence d'électricité lors de mes constatations, l'encombrement important des lieux ainsi que l'état vétuste de certaines parties du bien imposent une description par simple voie de reportage photographique.

Les éléments de chauffage n'ont pu être testés ce jour pas plus que les éléments d'équipements électriques.

Certaines fenêtres en simple ou double vitrage disposent de volets extérieurs en bois.

I- Constatations extérieures

Ce bien immobilier se situe à l'angle de la rue Neuve et de la rue du Collège à COURDEMANCHE.

A- Côté rue



















B- Côté Jardin

1- Cour et circulation





































2- Fournil









3- Écurie

























4- Caves















5- Buanderie












FRAME
SET





































II- Constatations intérieures

A- Rez-de-chaussée

1- Salon-séjour-bar














Ile de Ré











2- Cuisine









3- Toilettes









4- Salle de bain













5- <u>Salon N°2 au demi-étage, réparti de part et d'autre de la cage d'escalier, pour partie, divisé en chambre</u>





















B- Étage





















1- Chambre 1





2- Chambre 2







3- Chambre 3















4- Chambre 4







5- Chambre 5







6- Chambre 6







7- Toilettes









8- Débarras







9- Grenier aménagé en dortoir avec salle d'eau































C- Greniers

























De tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal descriptif avec photographies sur 35 pages auxquels seront joints les différents diagnostics comportant superficie et croquis de repérage, pour servir et valoir ce que de droit.

Coût de l'acte

Les articles font référence au Code de Commerce

Émolument (Art A444-10)	221,36 €
Émolument complémentaire (Art A444-18)	300,60 €
Frais de déplacement (Art A444-48)	9,40 €
Sous total HT	531,36 €
TVA à 20%	106,27 €
TOTAL TTC	**637,63 €**

S.C.P. SOLITI
COMMISSAIRES DE JUSTICE ASSOCIÉS
72000 LE MANS

Guillaume RENON
Commissaire de Justice

S.E.A.M

SARL SEAM
14 Chemin du Tertre
72230 ARNAGE
Tél : 0647748072

CERTIFICAT DE CONFORMITE-COURDEMANCHE-2025

Contrôle des raccordements – Assainissement collectif

Date du contrôle : 20/01/2026	**Heure :** 09H00	**Techniciens :** JG
En présence de :		

I. INFORMATIONS GENERALES

1. Adresse du contrôle

Adresse	**N° :** 1	**Voie :** RUE NEUVE
	Complément :	
	Code postal : 72150	**Commune :** COURDEMANCHE
Référence cadastrale	**Section :**	**N° parcelle :**

2. Coordonnées du (des) propriétaire(s)

Nom :		**Prénom :**
Adresse (si différente) :	**N°**	**Voie :**
	Complément :	
	Code postal : 72150	**Commune :** COURDEMANCHE

3. Autres informations

Type de logement :	☐ Habitat individuel	☐ Immeuble collectif ☐ Autre
	☐ Neuf	☐ Vente
Type de réseau :	☐ Unitaire	☒ Séparatif

II. RACCORDEMENTS

	Eaux usées	Eaux pluviales	Eaux unitaires
Boite de branchement	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☐ Non
- emplacement	☒ Public ☐ Privé	☐ Public ☐ Privé	☐ Public ☐ Privé
- accessibilité	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non
- profondeur (cm)	100		
Conduite privative			
- écoulement satisfaisant	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non
- diamètre > 100 mm	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non

III. EAUX PLUVIALES

	Nombre		
Gouttières arrière de l'habitation *(toiture)*		☐ Conforme	☐ Non conforme
Gouttières avant de l'habitation *(toiture)*		☐ Conforme	☐ Non conforme
Robinet extérieur *(évacuation non autorisée)*	1	☒ Conforme	☐ Non conforme

IV. EAUX USEES

WC et lave main	☒ Conforme	☐ Non conforme
Salle de bain (douche et lavabos)	☒ Conforme	☐ Non conforme
Cuisine	☒ Conforme	☐ Non conforme
~~**Autre point d'eau**~~	☐ Conforme	☐ Non conforme
~~**Robinet extérieur sous abri avec évacuation**~~	☐ Conforme	☐ Non conforme

S.E.A.M

V. PLAN

VI. AUTRES OBSERVATIONS

VII. CONCLUSIONS

☐ Conforme ☐ Non conforme

1. Anomalies constatée
2. Travaux de mise en conformité

A ARNAGE, le

Dimitri BOUVET
Co-gérant

SARL SEAM
Chemin du Tertre
72230 Arnage - FRANCE
Tél. 0253156696
SARL au capital de 5000 €
SIRET : 539 122 638
FR 32 539122638

Signature du client

Tarif : 180€TTC

Etat des surfaces

Numéro de dossier :	2601201
Date du repérage :	20/01/2026
Heure d'arrivée :	09 h 00
Durée du repérage :	04 h 30

La présente mission consiste à établir un état de la surface habitable des biens ci-dessous désignés. Il ne s'agit en aucun cas d'une attestation de surface habitable ou d'un certificat de superficie privative. Les surfaces ne sont données qu'à titre indicatif. Réserve. Il n'est pas tenu compte de la superficie des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs au logement et autres dépendances des logements, ni des parties de locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :
Département : .... **Sarthe**
Adresse : ..... **1 rue Neuve**
Commune : ..... **72150 COURDEMANCHE**

Désignation du propriétaire

Désignation du client :
Nom et prénom : [redacted]
Adresse : .....
72150 COURDEMANCHE

Désignation de l'opérateur de diagnostic

Nom et prénom : ..... **GODET Jérôme**
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **JBC INGENIERIE**
Adresse : ..... **2, rue de la Crochardière**
72000 LE MANS
Numéro SIRET : **49090837300015**
Désignation de la compagnie d'assurance : ... **KLARITY**
Numéro de police et date de validité : ..... **CDIAGK000677 - 01/12/2026**

Surface habitable en m² du ou des lot(s)

Surface habitable totale : 285,30 m² (deux cent quatre-vingt-cinq mètres carrés trente)
Surface annexe : 182,80 m² (cent quatre-vingt-deux mètres carrés quatre-vingts)

Etat des surfaces n° 2601201

Résultat du repérage

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : **NEANT**

Liste des pièces non visitées :**SOUS-SOL - CAVE 1 (ENCOMBREMENT TROP IMPORTANT), Etage - Pièce 11 (pas d'acccès)**

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : **ME GUILLAUME RENON, COMMISSAIRE DE JUSTICE**

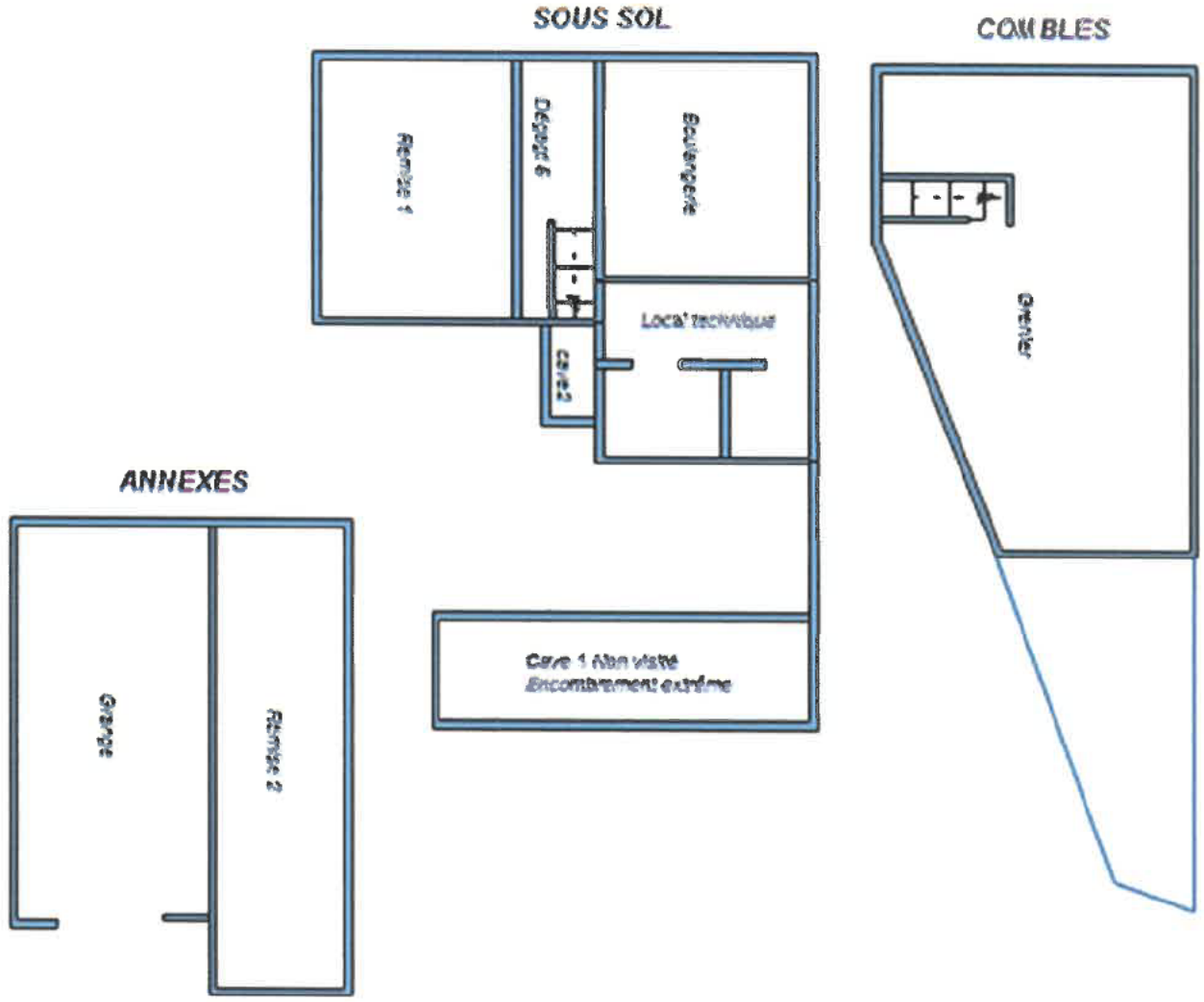
Parties de l'immeuble bâtis visitées	Superficie habitable	Surface annexe	Commentaires
Sous-Sol - Remise 1	0	20	
Sous-Sol - Dégagement 5	0	7	
Sous-Sol - Boulangerie	0	25	
Sous-Sol - Local technique	0	21	
Sous-Sol - Cave 2	0	2,5	
Rez de chaussée - Séjour	86	0	
Rez de chaussée - Dégagement 1	5,4	0	
Rez de chaussée - Cuisine	18	0	
Rez de chaussée - Salle de bains 1	9,5	0	
Rez de chaussée - Palier 1	6,1	0	
Rez de chaussée - Pièce 1	21	0	
Rez de chaussée - Pièce 2	24,5	0	
Rez de chaussée - Dégagement 2	2	0	
Rez de chaussée - WC 1	2,6	0	
Etage - Dégagement 3	5	0	
Etage - Couloir	7,5	0	
Etage - Pièce 3	5,5	0	
Etage - Pièce 4	13,6	0	
Etage - Pièce 5	8,6	0	
Etage - Pièce 6	8,5	0	
Etage - Pièce 7	15	0	
Etage - Pièce 8	14	0	
Etage - Pièce 9	13,1	0	
Etage - Pièce 10	10,6	0	
Etage - Dressing	4,6	0	
Etage - Dégagement 4	1,1	0	
Etage - WC 2	0,7	0	
Etage - Salle d'eau	2,4	0	
Comble - Grenier	0	57	
Annexes - Grange	0	27,8	
Annexes - Remise 2	0	22,5	

Superficie habitable en m² du ou des lot(s) :

Surface habitable totale : 285,30 m² (deux cent quatre-vingt-cinq mètres carrés trente)
Surface annexe : 182,80 m² (cent quatre-vingt-deux mètres carrés quatre-vingts)

CROQUIS DE REPERAGE




SOUS SOL
COMBLES
ANNEXES
Remise 1
Dégt 6
Buanderie
Local technique
cave2
Grenier
Cave 1 Non visité
Encombrement extrême
Garage
Remise 2

DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

Pour vérifier la validité de ce DPE, scannez le QR code
n° : 2672E0222212P

Etabli le : 26/01/2026
Valable jusqu'au : 25/01/2036

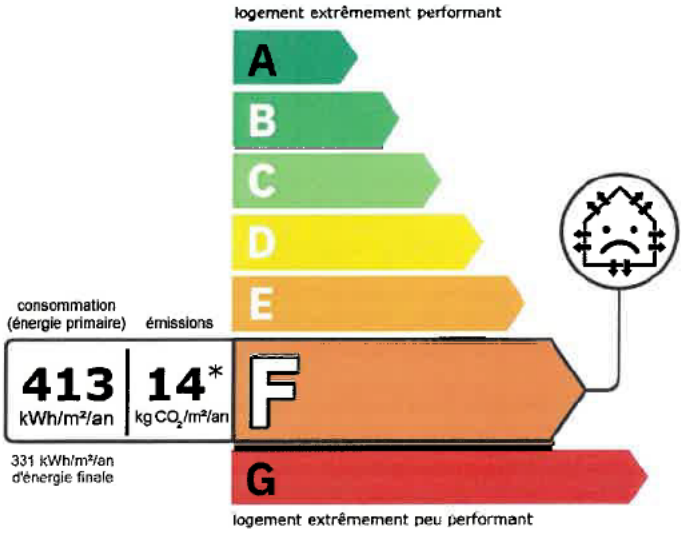
Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. *Pour en savoir plus : https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe*

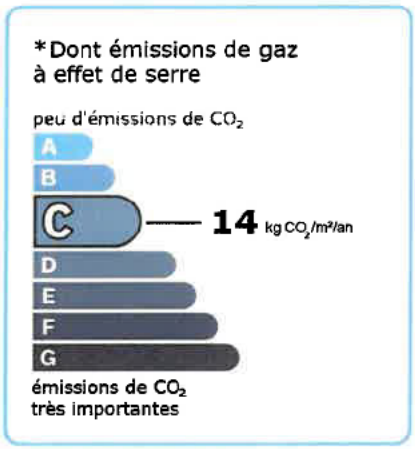


Adresse : **1 rue Neuve, 72150 COURDEMANCHE**
Type de bien : Maison Individuelle
Année de construction : Avant 1948
Surface de référence : **285 m²**

Propriétaire : [redacted]
Adresse : 1 rue Neuve 72150 COURDEMANCHE

Performance énergétique et climatique





Le niveau de consommation énergétique dépend de l'isolation du logement et de la performance des équipements.
Pour l'améliorer, voir pages 4 à 6

Ce logement émet 4 051 kg de CO_2 par an, soit l'équivalent de 20 990 km parcourus en voiture.
Le niveau d'émissions dépend principalement des types d'énergies utilisées (bois, électricité, gaz, fioul, etc.)

Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.

entre **6 890 €** et **9 370 €** par an

Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 (abonnements compris) conformément à l'arrêté du 31 mars 2021 en vigueur lors de l'établissement du DPE

Comment réduire ma facture d'énergie ?
Voir p. 3

Informations diagnostiqueur

JBC INGENIERIE
2, rue de la Crochardière
72000 LE MANS
tel : 0243761832

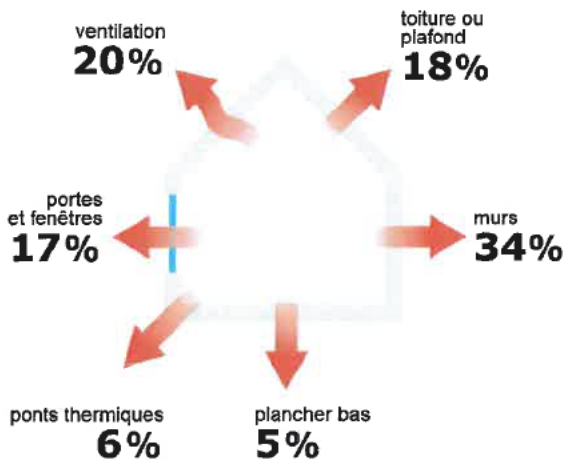
Diagnostiqueur : M. LEVESQUE alexis
Email : contact@jbc-diagnostic.com
N° de certification : CPDI0673
Organisme de certification : I.Cert

Outil Paramètres LOGO2

J.B.C. Ingénierie DIAGNOSTICS 2, rue de la Crochardière 72000 LE MANS

À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE : Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procedures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (https://observatoire-dpe.ademe.fr/).

Schéma des déperditions de chaleur



Performance de l'isolation



Système de ventilation en place

Ventilation par ouverture des fenêtres

Confort d'été (hors climatisation)*



Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :

logement traversant

Pour améliorer le confort d'été :

Équipez les fenêtres de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil.

Faites isoler la toiture de votre logement.

Production d'énergies renouvelables

équipement(s) présent(s) dans ce logement :

chauffage au bois

D'autres solutions d'énergies renouvelables existent :

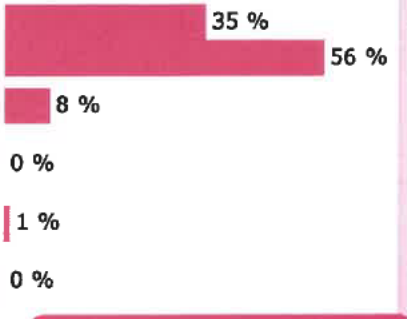
- pompe à chaleur
- chauffe-eau thermodynamique
- panneaux solaires photovoltaïques
- panneaux solaires thermiques
- géothermie
- réseau de chaleur ou de froid vertueux

*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

Montants et consommations annuels d'énergie

Usage		Consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)		Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)
chauffage	Bois	68 694	(68 694 é.f.)	entre 2 450 € et 3 320 €
	Electrique	41 790	(21 995 é.f.)	entre 3 790 € et 5 140 €
eau chaude	Electrique	6 275	(3 302 é.f.)	entre 560 € et 780 €
refroidissement				
éclairage	Electrique	1 045	(550 é.f.)	entre 90 € et 130 €
auxiliaires				
énergie totale pour les usages recensés :		117 803 kWh (94 541 kWh é.f.)		entre **6 890** € et **9 370** € par an

Répartition des dépenses



Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim), et une consommation d'eau chaude de 188ℓ par jour.

é.f. → énergie finale
Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 (abonnements compris) conformément

à l'arrêté du 31 mars 2021 en vigueur lors de l'établissement du DPE

⚠ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

⚠ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements....

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :

Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C, c'est -19% sur votre facture **soit -1 764€ par an**

Astuces
- → Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- → Chauffez les chambres à 17° la nuit.

Si climatisation, température recommandée en été → 28°C

Astuces
- → Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- → Aérez votre logement la nuit.

Consommation recommandée → 188ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (3-4 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40ℓ

78ℓ consommés en moins par jour, c'est -24% sur votre facture **soit -214€ par an**

Astuces
- → Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- → Réduisez la durée des douches.

France Rénov'

En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie : france-renov.gouv.fr

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

Vue d'ensemble du logement

	description	isolation
Murs	Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant d'épaisseur 50 cm donnant sur l'extérieur Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant d'épaisseur 50 cm donnant sur un comble fortement ventilé Mur en pan de bois sans remplissage tout venant d'épaisseur ≤ 8 cm non isolé donnant sur l'extérieur	insuffisante
Plancher bas	Plancher entre solives bois avec ou sans remplissage non isolé donnant sur un sous-sol non chauffé / Voutains en briques ou moellons non isolé donnant sur un sous-sol non chauffé / Plancher entre solives bois avec ou sans remplissage donnant sur l'extérieur / Dalle béton donnant sur un terre-plein	insuffisante
Toiture/plafond	Combles aménagés sous rampants non isolé donnant sur l'extérieur (combles aménagés) Plafond entre solives bois avec ou sans remplissage non isolé donnant sur un comble fortement ventilé	insuffisante
Portes et fenêtres	Fenêtres fixes bois, double vitrage / Fenêtres oscillantes bois, double vitrage / Fenêtres battantes bois, double vitrage / Fenêtres battantes bois, simple vitrage / Fenêtres battantes pvc, double vitrage / Portes-fenêtres battantes avec soubassement bois, double vitrage / Fenêtres fixes bois, simple vitrage / Portes-fenêtres battantes avec soubassement bois, simple vitrage / Portes-fenêtres coulissantes métal sans rupture de ponts thermiques, double vitrage / Porte(s) bois opaque pleine	insuffisante

Vue d'ensemble des équipements

	description
Chauffage	Poêle à bois (bûche) installé avant 1990 (système individuel) Convecteur électrique NFC, NF** et NF*** (système individuel)
Eau chaude sanitaire	Ballon électrique à accumulation vertical (autres catégorie ou inconnue), contenance ballon 200 L
Climatisation	Néant
Ventilation	Ventilation par ouverture des fenêtres
Pilotage	Sans système d'intermittence

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

	type d'entretien
Chauffe-eau	Vérifier la température d'eau du ballon (55°C-60°C) pour éviter le risque de développement de la légionnelle (en dessous de 50°C).
Eclairage	Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce.
Isolation	Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans.
Radiateur	Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur.
Ventilation	Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement

Recommandations d'amélioration de la performance

Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack 1 de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack 2 d'aller vers un logement très performant.

Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux 1 + 2 ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack 1 avant le pack 2). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

1 Les travaux essentiels

Montant estimé : 57900 à 86800€

Lot	Description	Performance recommandée
Plafond	Isolation des plafonds par l'extérieur.	R > 7,5 m².K/W
Plancher	Isolation des planchers sous chape flottante. Avant d'isoler un plancher, vérifier qu'il ne présente aucune trace d'humidité.	R > 3,5 m².K/W
Mur	Isolation des murs par l'extérieur. Si un ravalement de façade est prévu, effectuer une isolation par l'extérieur avec des retours d'isolants au niveau des tableaux des baies quand cela est possible. ⚠ Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme	R > 4,5 m².K/W
Chauffage	Remplacer le système de chauffage par une pompe à chaleur air/air non réversible (la climatisation n'est pas considérée, en cas de mise en place votre étiquette énergie augmentera sensiblement).	SCOP = 4
Eau chaude sanitaire	Remplacer le système actuel par un appareil de type pompe à chaleur.	COP = 3

2 Les travaux à envisager

Montant estimé : 36700 à 55100€

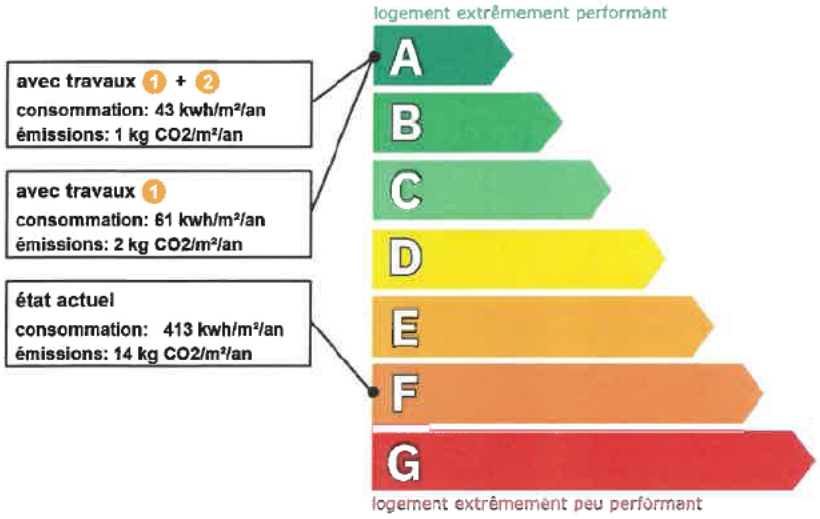
Lot	Description	Performance recommandée
Plancher	Isolation des planchers en sous face.	R > 3,5 m².K/W
Portes et fenêtres	Remplacer les portes par des menuiseries plus performantes. Remplacer les fenêtres par des fenêtres double vitrage à isolation renforcée. ⚠ Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme	Ud = 1,3 W/m².K Uw = 1,3 W/m².K, Sw = 0,42
Eau chaude sanitaire	Mettre en place un système Solaire	

Commentaires :

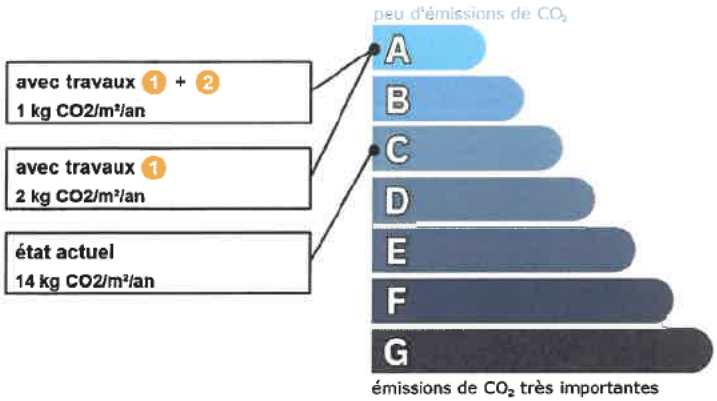
Néant

Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Dont émissions de gaz à effet de serre



France Rénov'

Préparez votre projet !

Contactez le conseiller France Rénov' le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :
https://france-renov.gouv.fr/espaces-conseil-fr
ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :
https://france-renov.gouv.fr/aides

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des «passoires énergétiques» d'ici 2028.

Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :
I.Cert - Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE

Référence du logiciel validé : **LICIEL Diagnostics v4 [Moteur BBS Slama: 2025.11.1.0]**
Référence du DPE : **2601201**
Date de visite du bien : **20/01/2026**
Invariant fiscal du logement : **N/A**
Référence de la parcelle cadastrale :
Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : **3CL-DPE 2021**
Numéro d'immatriculation de la copropriété : **N/A**

Justificatifs fournis pour établir le DPE :
Néant

La surface de référence d'un logement est la surface habitable du logement au sens de l'article R. 156-1 du code de la construction et de l'habitation, à laquelle sont ajoutées les surfaces des vérandas chauffées ainsi que les surfaces des locaux chauffés pour l'usage principal d'occupation humaine, d'une hauteur sous plafond d'au moins 1,80 mètres.

Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :
Les consommations de ce DPE sont calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard et également les frais d'énergie qui font intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. Ce DPE utilise des valeurs qui reflètent les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national et donc peut s'écarter du prix de votre abonnement. De plus, ce DPE a été réalisé selon une modélisation 3CL (définie par arrêté) qui est sujette à des modifications dans le temps qui peuvent également faire évoluer les résultats.

Généralités

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Département	Observé / mesuré	72 Sarthe
Altitude	Donnée en ligne	91 m
Type de bien	Observé / mesuré	Maison Individuelle
Année de construction	Estimé	Avant 1948
Surface de référence du logement	Observé / mesuré	285 m²
Nombre de niveaux du logement	Observé / mesuré	2
Hauteur moyenne sous plafond	Observé / mesuré	2.6 m

Enveloppe

Donnée d'entrée		Origine de la donnée	Valeur renseignée
Mur 1 Ouest	Surface du mur	Observé / mesuré	35,42 m²
	Type d'adjacence	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	Observé / mesuré	Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant
	Epaisseur mur	Observé / mesuré	50 cm
	Isolation	Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	Valeur par défaut	Avant 1948
Mur 2 Sud, Ouest	Surface du mur	Observé / mesuré	33,99 m²
	Type d'adjacence	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	Observé / mesuré	Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant
	Epaisseur mur	Observé / mesuré	50 cm
	Isolation	Observé / mesuré	inconnue

	Année de construction/rénovation	✗	Valeur par défaut	Avant 1948
Mur 3 Est	Surface du mur	🔍	Observé / mesuré	77,27 m²
	Type d'adjacence	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant
	Epaisseur mur	🔍	Observé / mesuré	50 cm
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✗	Valeur par défaut	Avant 1948
Mur 4 Nord	Surface du mur	🔍	Observé / mesuré	31,59 m²
	Type d'adjacence	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant
	Epaisseur mur	🔍	Observé / mesuré	50 cm
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✗	Valeur par défaut	Avant 1948
Mur 5 Sud	Surface du mur	🔍	Observé / mesuré	7,72 m²
	Type d'adjacence	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant
	Epaisseur mur	🔍	Observé / mesuré	50 cm
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✗	Valeur par défaut	Avant 1948
Mur 6 Sud	Surface du mur	🔍	Observé / mesuré	15,6 m²
	Type d'adjacence	🔍	Observé / mesuré	un comble fortement ventilé
	Surface Aiu	🔍	Observé / mesuré	15,6 m²
	Etat isolation des parois Aiu	🔍	Observé / mesuré	non isolé
	Surface Aue	🔍	Observé / mesuré	175 m²
	Etat isolation des parois Aue	🔍	Observé / mesuré	non isolé
	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant
	Epaisseur mur	🔍	Observé / mesuré	50 cm
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✗	Valeur par défaut	Avant 1948
Mur 7 Est	Surface du mur	🔍	Observé / mesuré	8,58 m²
	Type d'adjacence	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en pan de bois sans remplissage tout venant
	Epaisseur mur	🔍	Observé / mesuré	≤ 8 cm
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	non
Mur 8 Est	Surface du mur	🔍	Observé / mesuré	12,34 m²
	Type d'adjacence	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en pan de bois sans remplissage tout venant
	Epaisseur mur	🔍	Observé / mesuré	≤ 8 cm
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	non
Mur 9 Sud	Surface du mur	🔍	Observé / mesuré	2,02 m²
	Type d'adjacence	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en pan de bois sans remplissage tout venant
	Epaisseur mur	🔍	Observé / mesuré	≤ 8 cm
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	non
Mur 10 Nord	Surface du mur	🔍	Observé / mesuré	4,9 m²
	Type d'adjacence	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en pan de bois sans remplissage tout venant

	Epaisseur mur		Observé / mesuré	≤ 8 cm
	Isolation		Observé / mesuré	non
Plancher 1	Surface de plancher bas		Observé / mesuré	21,5 m²
	Type d'adjacence		Observé / mesuré	un sous-sol non chauffé
	Etat isolation des parois Aue		Observé / mesuré	non isolé
	Périmètre plancher bâtiment déperditif		Observé / mesuré	17 m
	Surface plancher bâtiment déperditif		Observé / mesuré	21.5 m²
	Type de pb		Observé / mesuré	Plancher entre solives bois avec ou sans remplissage
	Isolation: oui / non / inconnue		Observé / mesuré	non
Plancher 2	Surface de plancher bas		Observé / mesuré	33 m²
	Type d'adjacence		Observé / mesuré	un sous-sol non chauffé
	Etat isolation des parois Aue		Observé / mesuré	non isolé
	Périmètre plancher bâtiment déperditif		Observé / mesuré	4 m
	Surface plancher bâtiment déperditif		Observé / mesuré	33 m²
	Type de pb		Observé / mesuré	Voutains en briques ou moellons
	Isolation: oui / non / inconnue		Observé / mesuré	non
Plancher 3	Surface de plancher bas		Observé / mesuré	4,6 m²
	Type d'adjacence		Observé / mesuré	l'extérieur
	Type de pb		Observé / mesuré	Plancher entre solives bois avec ou sans remplissage
	Isolation: oui / non / inconnue		Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✗	Valeur par défaut	Avant 1948
Plancher 4	Surface de plancher bas		Observé / mesuré	101 m²
	Type d'adjacence		Observé / mesuré	un terre-plein
	Etat isolation des parois Aue		Observé / mesuré	non isolé
	Périmètre plancher bâtiment déperditif		Observé / mesuré	36 m
	Surface plancher bâtiment déperditif		Observé / mesuré	101 m²
	Type de pb		Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation: oui / non / inconnue		Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✗	Valeur par défaut	Avant 1948
Plafond 1	Surface de plancher haut		Observé / mesuré	39,67 m²
	Type d'adjacence		Observé / mesuré	l'extérieur (combles aménagés)
	Type de ph		Observé / mesuré	Combles aménagés sous rampants
	Isolation		Observé / mesuré	non
Plafond 2	Surface de plancher haut		Observé / mesuré	143 m²
	Type d'adjacence		Observé / mesuré	un comble fortement ventilé
	Surface Aiu		Observé / mesuré	143 m²
	Surface Aue		Observé / mesuré	254 m²
	Etat isolation des parois Aue		Observé / mesuré	non isolé
	Type de ph		Observé / mesuré	Plafond entre solives bois avec ou sans remplissage
	Isolation		Observé / mesuré	non
Fenêtre 1 Sud	Surface de baies		Observé / mesuré	0,6 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 5 Sud
	Orientation des baies		Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture		Observé / mesuré	Fenêtres fixes
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	non

	Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	2,9
Fenêtre 2 Nord	Surface de baies	Observé / mesuré	0,63 m²
	Placement	Observé / mesuré	Plafond 1
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	≤ 25°
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres oscillantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	Observé / mesuré	8 mm
	Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	au nu extérieur
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 10 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	3,4
Fenêtre 3 Nord	Surface de baies	Observé / mesuré	0,35 m²
	Placement	Observé / mesuré	Plafond 1
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	≤ 25°
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres oscillantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	Observé / mesuré	8 mm
	Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	au nu extérieur
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 10 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	3,4
Fenêtre 4 Sud	Surface de baies	Observé / mesuré	0,35 m²
	Placement	Observé / mesuré	Plafond 1
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	≤ 25°
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres oscillantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	Bois

	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	Observé / mesuré	8 mm
	Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	au nu extérieur
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 10 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	3,4
Fenêtre 5 Nord	Surface de baies	Observé / mesuré	1,2 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 4 Nord
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	Observé / mesuré	10 mm
	Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	3
Fenêtre 6 Nord	Surface de baies	Observé / mesuré	1,2 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 4 Nord
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	non
	Type de vitrage	Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	5,4
Fenêtre 7 Nord	Surface de baies	Observé / mesuré	3,74 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 4 Nord
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	PVC
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	oui

	Type de vitrage		Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air		Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive		Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage		Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie		Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets		Observé / mesuré	Volets roulants PVC (tablier < 12mm)
	Type de masques proches		Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains		Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)		Observé / mesuré	2,2
Fenêtre 8 Nord	Surface de baies		Observé / mesuré	1,87 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 4 Nord
	Orientation des baies		Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture		Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	non
	Type de vitrage		Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie		Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches		Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains		Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)		Observé / mesuré	5,4
Fenêtre 9 Ouest	Surface de baies		Observé / mesuré	2,73 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest
	Orientation des baies		Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture		Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage		Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air		Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive		Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage		Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie		Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches		Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains		Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)		Observé / mesuré	2,9
Fenêtre 10 Ouest	Surface de baies		Observé / mesuré	6,3 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest
	Orientation des baies		Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture		Observé / mesuré	Fenêtres fixes
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	non
	Type de vitrage		Observé / mesuré	simple vitrage

	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	5,4
Fenêtre 11 Ouest	Surface de baies	Observé / mesuré	1,7 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres fixes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	non
	Type de vitrage	Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	5,4
Fenêtre 12 Est	Surface de baies	Observé / mesuré	8,64 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 3 Est
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	PVC
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	Observé / mesuré	6 mm
	Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	Observé / mesuré	Volets roulants PVC (tablier < 12mm)
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	2,5
Fenêtre 13 Est	Surface de baies	Observé / mesuré	1,76 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 3 Est
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	PVC
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	Observé / mesuré	6 mm
	Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air

	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	3
Fenêtre 14 Est	Surface de baies	Observé / mesuré	0,36 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 8 Est
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	non
	Type de vitrage	Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	5,4
Fenêtre 15 Est	Surface de baies	Observé / mesuré	0,8 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 8 Est
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	non
	Type de vitrage	Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	5,4
Fenêtre 16 Est	Surface de baies	Observé / mesuré	3,6 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 3 Est
	Orientation des baies	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité	Observé / mesuré	non
	Type de vitrage	Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)	Observé / mesuré	5,4
Porte-fenêtre 1 Ouest	Surface de baies	Observé / mesuré	3,51 m²
	Placement	Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest

	Orientation des baies		Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture		Observé / mesuré	Portes-fenêtres battantes avec soubassement
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage		Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air		Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive		Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage		Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie		Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches		Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains		Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)		Observé / mesuré	2,6
Porte-fenêtre 2 Ouest	Surface de baies		Observé / mesuré	3,51 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest
	Orientation des baies		Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture		Observé / mesuré	Portes-fenêtres battantes avec soubassement
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage		Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air		Observé / mesuré	12 mm
	Présence couche peu émissive		Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage		Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie		Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches		Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains		Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)		Observé / mesuré	2,7
Porte-fenêtre 3 Ouest	Surface de baies		Observé / mesuré	3,5 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest
	Orientation des baies		Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture		Observé / mesuré	Portes-fenêtres battantes avec soubassement
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	non
	Type de vitrage		Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie		Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches		Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains		Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)		Observé / mesuré	4,8
Porte-fenêtre 4 Ouest	Surface de baies		Observé / mesuré	3 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest
	Orientation des baies		Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical

	Type ouverture		Observé / mesuré	Portes-fenêtres battantes avec soubassement
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	non
	Type de vitrage		Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie		Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches		Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains		Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)		Observé / mesuré	4,8
Porte-fenêtre 5 Ouest	Surface de baies		Observé / mesuré	4,62 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 1 Ouest
	Orientation des baies		Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture		Observé / mesuré	Portes-fenêtres battantes avec soubassement
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Bois
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	non
	Type de vitrage		Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie		Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets		Observé / mesuré	Volets battants bois (tablier > 22mm)
	Type de masques proches		Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains		Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)		Observé / mesuré	3,5
Porte-fenêtre 6 Est	Surface de baies		Observé / mesuré	4,41 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 3 Est
	Orientation des baies		Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage		Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture		Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie		Observé / mesuré	Métal sans rupteur de ponts thermiques
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	oui
	Type de vitrage		Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air		Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive		Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage		Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie		Observé / mesuré	en tunnel
	Largeur du dormant menuiserie		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets		Observé / mesuré	Volets roulants PVC (tablier < 12mm)
	Type de masques proches		Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains		Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	U Fenêtre (calculé)		Observé / mesuré	2,8
Porte	Surface de porte		Observé / mesuré	2,88 m²
	Placement		Observé / mesuré	Mur 9 Sud
	Type d'adjacence		Observé / mesuré	l'extérieur
	Nature de la menuiserie		Observé / mesuré	Porte simple en bois
	Type de porte		Observé / mesuré	Porte opaque pleine
	Présence de joints d'étanchéité		Observé / mesuré	non

	Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré		au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré		Lp: 5 cm
Pont Thermique 1	Type de pont thermique	Observé / mesuré		Mur 9 Sud / Porte
	Type isolation	Observé / mesuré		non isolé
	Longueur du PT	Observé / mesuré		8,8 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré		Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré		au nu intérieur
Pont Thermique 2	Type de pont thermique	Observé / mesuré		Mur 5 Sud / Fenêtre 1 Sud
	Type isolation	Observé / mesuré		inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré		4,4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré		Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré		en tunnel
Pont Thermique 3	Type de pont thermique	Observé / mesuré		Mur 4 Nord / Fenêtre 5 Nord
	Type isolation	Observé / mesuré		inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré		6,4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré		Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré		en tunnel
Pont Thermique 4	Type de pont thermique	Observé / mesuré		Mur 4 Nord / Fenêtre 6 Nord
	Type isolation	Observé / mesuré		inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré		6,4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré		Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré		en tunnel
Pont Thermique 5	Type de pont thermique	Observé / mesuré		Mur 4 Nord / Fenêtre 7 Nord
	Type isolation	Observé / mesuré		inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré		11,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré		Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré		en tunnel
Pont Thermique 6	Type de pont thermique	Observé / mesuré		Mur 4 Nord / Fenêtre 8 Nord
	Type isolation	Observé / mesuré		inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré		5,6 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré		Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré		en tunnel
Pont Thermique 7	Type de pont thermique	Observé / mesuré		Mur 2 Sud, Ouest / Fenêtre 9 Ouest
	Type isolation	Observé / mesuré		inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré		6,8 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré		Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré		en tunnel
Pont Thermique 8	Type de pont thermique	Observé / mesuré		Mur 2 Sud, Ouest / Porte-fenêtre 1 Ouest
	Type isolation	Observé / mesuré		inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré		8 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré		Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré		en tunnel
Pont Thermique 9	Type de pont thermique	Observé / mesuré		Mur 2 Sud, Ouest / Porte-fenêtre 2 Ouest
	Type isolation	Observé / mesuré		inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré		8 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré		Lp: 5 cm

	Position menuiseries	Observé / mesuré	en tunnel
Pont Thermique 10	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest / Fenêtre 10 Ouest
	Type isolation	Observé / mesuré	inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré	14,4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré	en tunnel
Pont Thermique 11	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest / Fenêtre 11 Ouest
	Type isolation	Observé / mesuré	inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré	8,8 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré	en tunnel
Pont Thermique 12	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest / Porte-fenêtre 3 Ouest
	Type isolation	Observé / mesuré	inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré	7,8 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré	en tunnel
Pont Thermique 13	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest / Porte-fenêtre 4 Ouest
	Type isolation	Observé / mesuré	inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré	8 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré	en tunnel
Pont Thermique 14	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 1 Ouest / Porte-fenêtre 5 Ouest
	Type isolation	Observé / mesuré	inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré	13,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré	en tunnel
Pont Thermique 15	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 3 Est / Fenêtre 12 Est
	Type isolation	Observé / mesuré	inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré	24 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré	en tunnel
Pont Thermique 16	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 3 Est / Fenêtre 13 Est
	Type isolation	Observé / mesuré	inconnue
	Longueur du PT	Observé / mesuré	5,4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré	en tunnel
Pont Thermique 17	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 8 Est / Fenêtre 14 Est
	Type isolation	Observé / mesuré	non isolé
	Longueur du PT	Observé / mesuré	3,6 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 18	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 8 Est / Fenêtre 15 Est
	Type isolation	Observé / mesuré	non isolé
	Longueur du PT	Observé / mesuré	3,6 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 19	Type de pont thermique	Observé / mesuré	Mur 3 Est / Fenêtre 16 Est

	Type isolation		Observé / mesuré	inconnue
	Longueur du PT		Observé / mesuré	7,6 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries		Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 20	Type de pont thermique		Observé / mesuré	Mur 3 Est / Porte-fenêtre 6 Est
	Type isolation		Observé / mesuré	inconnue
	Longueur du PT		Observé / mesuré	8,4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp		Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries		Observé / mesuré	en tunnel
Pont Thermique 21	Type PT		Observé / mesuré	Mur 1 Ouest / Refend
	Type isolation		Observé / mesuré	inconnue / non isolé
	Longueur du PT		Observé / mesuré	2,6 m
Pont Thermique 22	Type PT		Observé / mesuré	Mur 1 Ouest / Plancher 4
	Type isolation		Observé / mesuré	inconnue / inconnue
	Longueur du PT		Observé / mesuré	3,5 m
Pont Thermique 23	Type PT		Observé / mesuré	Mur 2 Sud, Ouest / Plancher 4
	Type isolation		Observé / mesuré	inconnue / inconnue
	Longueur du PT		Observé / mesuré	14,9 m
Pont Thermique 24	Type PT		Observé / mesuré	Mur 3 Est / Refend
	Type isolation		Observé / mesuré	inconnue / non isolé
	Longueur du PT		Observé / mesuré	2,6 m
Pont Thermique 25	Type PT		Observé / mesuré	Mur 3 Est / Plancher 2
	Type isolation		Observé / mesuré	inconnue / non isolé
	Longueur du PT		Observé / mesuré	4 m
Pont Thermique 26	Type PT		Observé / mesuré	Mur 3 Est / Plancher 4
	Type isolation		Observé / mesuré	inconnue / inconnue
	Longueur du PT		Observé / mesuré	15,5 m
Pont Thermique 27	Type PT		Observé / mesuré	Mur 5 Sud / Plancher 4
	Type isolation		Observé / mesuré	inconnue / inconnue
	Longueur du PT		Observé / mesuré	3,2 m

Systèmes

Donnée d'entrée			Origine de la donnée	Valeur renseignée
Ventilation	Type de ventilation		Observé / mesuré	Ventilation par ouverture des fenêtres
	Façades exposées		Observé / mesuré	plusieurs
	Logement Traversant		Observé / mesuré	oui
Chauffage 1	Type d'installation de chauffage		Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
	Surface chauffée		Observé / mesuré	159 m²
	Type générateur		Observé / mesuré	Bois - Poêle à bois (bûche) installé avant 1990
	Année installation générateur		Observé / mesuré	Avant 1948
	Energie utilisée		Observé / mesuré	Bois
	Type de combustible bois		Observé / mesuré	Bûches
	Type émetteur		Observé / mesuré	Poêle à bois (bûche) installé avant 1990
	Année installation émetteur		Observé / mesuré	Inconnue
	Type de chauffage		Observé / mesuré	divisé
	Equipement intermittence		Observé / mesuré	Sans système d'intermittence
Chauffage 2	Type d'installation de chauffage		Observé / mesuré	Installation de chauffage simple

	Type générateur		Observé / mesuré	Electrique - Convecteur électrique NFC, NF** et NF***
	Année installation générateur		Observé / mesuré	Avant 1948
	Energie utilisée		Observé / mesuré	Electrique
	Type émetteur		Observé / mesuré	Convecteur électrique NFC, NF** et NF***
	Année installation émetteur		Observé / mesuré	Inconnue
	Surface chauffée par l'émetteur		Observé / mesuré	126 m²
	Type de chauffage		Observé / mesuré	divisé
	Equipement intermittence		Observé / mesuré	Sans système d'intermittence
Eau chaude sanitaire	Nombre de niveaux desservis		Observé / mesuré	2
	Type générateur		Observé / mesuré	Electrique - Ballon électrique à accumulation vertical (autres catégorie ou inconnue)
	Année installation générateur		Observé / mesuré	Avant 1948
	Energie utilisée		Observé / mesuré	Electrique
	Chaudière murale		Observé / mesuré	non
	Type de distribution		Observé / mesuré	production hors volume habitable
	Type de production		Observé / mesuré	accumulation
	Volume de stockage		Observé / mesuré	200 L

Références réglementaires utilisées :
Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, 5 juillet 2024, décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

Informations société : JBC INGENIERIE 2, rue de la Crochardière 72000 LE MANS
Tél. : 0243761832 - N°SIREN : 49090837300015 - Compagnie d'assurance : KLARITY n° CDIAGK000677

À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE :
Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE.
Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (https://observatoire-dpe.ademe.fr/).

N°ADEME
2672E0222212P

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 2601201
Date du repérage : 20/01/2026

Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	Articles L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1er juin 2015.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : .....**1 rue Neuve** Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: **, Lot numéro Non communiqué** Code postal, ville : .**72150 COURDEMANCHE**
Périmètre de repérage :	.....
Type de logement : Fonction principale du bâtiment : Date de construction :	....**Habitation (maison individuelle)** .....**Date du permis de construire non connue**

Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom :...[redacted] Adresse : ..... **72150 COURDEMANCHE**
Le donneur d'ordre	Nom et prénom :.... Adresse : .....

Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ---------- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	GODET Jérôme	Opérateur de repérage	I CERT	Obtention : 26/11/2020 Échéance : 25/11/2027 N° de certification : CPDI 3520

Raison sociale de l'entreprise : **JBC INGENIERIE** (Numéro SIRET : **490908373**)
Adresse : **2, rue de la Crochardière, 72000 LE MANS**
Désignation de la compagnie d'assurance : **KLARITY**
Numéro de police et date de validité : **CDIAGK000677 - 01/12/2026**

Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 26/01/2026, remis au propriétaire le 26/01/2026
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 21 pages

Constat de repérage Amiante n° 2601201

Sommaire

1 Les conclusions
2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
3 La mission de repérage
- 3.1 L'objet de la mission
- 3.2 Le cadre de la mission
- 3.2.1 L'intitulé de la mission
- 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
- 3.2.3 L'objectif de la mission
- 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
- 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
- 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

4 Conditions de réalisation du repérage
- 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
- 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
- 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
- 4.4 Plan et procédures de prélèvements

5 Résultats détaillés du repérage
- 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
- 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
- 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif

6 Signatures
7 Annexes

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- des matériaux et produits contenant de l'amiante sur jugement de l'opérateur :

Entourages de poteaux (amiante-ciment) (Rez de chaussée - Dégagement 2) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
Plaques (fibres-ciment) (Rez de chaussée - Dégagement 2) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
Entourages de poteaux (amiante-ciment) (Rez de chaussée - WC 1) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
Plaques (fibres-ciment) (Rez de chaussée - WC 1) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
Ardoises (composites) (Comble - Toiture 1) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
Ardoises (composites) (Comble - Toiture 2) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*

- des matériaux et produits pour lesquels les résultats d'analyse des sondages et/ou prélèvements sont attendus :

Faux plafonds (Rez de chaussée - Cuisine) / En attente des résultats d'analyse)

*** Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe de ce rapport, il est rappelé la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.**

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Sous-Sol - Cave 1	Toutes	Encombrement trop important
Etage - Pièce 11	Toutes	pas d'acccès

Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ont pas pu être sondés, des investigations approfondies doivent être réalisées afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante. Les obligations règlementaires du (des) propriétaire(s) prévues aux articles R.1334-15 à R.1334-18 du Code de la Santé Publique, ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 Décembre 2012 (Listes "A" et "B"). De ce fait le vendeur reste responsable au titre des vices cachés en cas de présence d'Amiante. En cas de présence d'Amiante, et si il y a obligation de retrait, ce dernier sera à la charge du vendeur.

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Eurofins LEM
Adresse : ..... 20 rue du Kochersberg, BP 50047 67701 Saverne
Numéro de l'accréditation Cofrac : .....

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' *«en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»*
Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, *«l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code»*.
La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»
L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

Liste A	
Composant de la construction	*Partie du composant à vérifier ou à sonder*
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	*Partie du composant à vérifier ou à sonder*
1. Parois verticales intérieures	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement durs (plaques de menuiseries)
	Revêtement durs (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton+plâtre)
	Coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), Gaines et Coffres verticaux	Enduits projetés
	Panneaux de cloisons
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gaines et Coffres Horizontaux	Enduits projetés
	Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
	Rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses)
	Joints (bandes)
Vide-ordures	Conduits
4. Eléments extérieurs	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
	Bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
	Panneaux (fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eaux usées en amiante-ciment
	Conduits de fumée en amiante-ciment

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 *Le périmètre de repérage effectif*

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

Sous-Sol - Remise 1,
Sous-Sol - Dégagement 5,
Sous-Sol - Boulangerie,
Sous-Sol - Local technique,
Sous-Sol - Cave 2,
Rez de chaussée - Séjour,
Rez de chaussée - Dégagement 1,
Rez de chaussée - Cuisine,
Rez de chaussée - Salle de bains 1,
Rez de chaussée - Palier 1,
Rez de chaussée - Pièce 1,
Rez de chaussée - Pièce 2,
Rez de chaussée - Dégagement 2,
Rez de chaussée - WC 1,
Etage - Dégagement 3,
Etage - Couloir,
Etage - Pièce 3,
Etage - Pièce 4,
Etage - Pièce 5,
Etage - Pièce 6,
Etage - Pièce 7,
Etage - Pièce 8,
Etage - Pièce 9,
Etage - Pièce 10,
Etage - Dressing,
Etage - Dégagement 4,
Etage - WC 2,
Etage - Salle d'eau,
Comble - Grenier,
Comble - Toiture 1,
Comble - Toiture 2,
Annexes - Grange,
Annexes - Remise 2

Localisation	Description
Rez de chaussée - Séjour	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Bois Porte (P1) : bois et peinture Porte (P2) : bois et peinture Porte (P3) : bois et peinture Fenêtre (F1) : Bois et Peinture Fenêtre (F2) : Bois et Peinture Fenêtre (F3) : Bois et Peinture Fenêtre (F4) : Bois et Peinture Fenêtre (F5) : Métal et Peinture
Rez de chaussée - Dégagement 1	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Bois Porte (P1) : bois et peinture Porte (P2) : bois et peinture
Rez de chaussée - Cuisine	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Faux plafond et Peinture Plinthes : Carrelage Fenêtre (F1) : PVC et Peinture
Rez de chaussée - Salle de bains 1	Plinthes : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Bois Porte (P1) : bois et peinture Fenêtre (F1) : Bois et Peinture Volet : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Palier 1	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : bois Porte (P1) : bois et peinture Fenêtre (F1) : Bois
Rez de chaussée - Pièce 1	Plinthes : Bois et Peinture Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : bois Fenêtre (F1) : Bois et Peinture Fenêtre (F2) : Bois et Peinture Volet : Bois et Peinture Volet (V2) : Bois et Peinture Embrasure F1 : Plâtre et Peinture Embrasure F2 : Plâtre et Peinture Garde corps F2 : Métal et Peinture Garde corps F1 : Métal et Peinture
Rez de chaussée - Pièce 2	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : bois Porte (P1) : bois et peinture Fenêtre (F1) : PVC et Peinture Fenêtre (F2) : PVC et Peinture Placard : Bois et Peinture Embrasure F1 : plâtre et Peinture Embrasure F1 (E2) : plâtre et Peinture
Rez de chaussée - Dégagement 2	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : bois Porte (P1) : bois et peinture Fenêtre (F1) : Bois et Peinture
Rez de chaussée - WC 1	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et peinture Plinthes : Carrelage Porte (P1) : bois et peinture Fenêtre (F1) : Bois et Peinture
Etage - Dégagement 3	Plinthes : bois et Peinture Poutre : bois Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et peinture

Localisation	Description
	Porte (P1) : bois et peinture Porte (P2) : bois et peinture
Etage - Couloir	Plinthes : bois et Peinture Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et peinture Porte (P1) : bois et Peinture Porte (P2) : bois et Peinture Porte (P3) : bois et Peinture Porte (P4) : bois et Peinture Porte (P5) : bois et Peinture
Etage - Pièce 3	Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Poutre : bois Fenêtre (F1) : Bois et Peinture
Etage - Pièce 4	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Poutre : bois Porte (P1) : bois et peinture Fenêtre (F1) : Bois et Peinture Fenêtre (F2) : Bois et Peinture Fenêtre (F3) : Bois et Peinture Fenêtre (F4) : Bois et Peinture
Etage - Pièce 5	Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et peinture Poutre : bois et peinture Porte (P1) : Bois et Peinture Fenêtre (F1) : Bois
Etage - Pièce 6	Plinthes : Bois et Peinture Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et peinture Poutre : bois et peinture Porte (P1) : Bois et Peinture Fenêtre (F1) : PVC
Etage - Pièce 7	Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture Porte (P1) : Bois et Peinture Fenêtre (F1) : Bois placard : Bois
Etage - Pièce 8	Mur A, B, C, D : plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et peinture Plinthes : bois et Peinture Poutre : Bois et Peinture Porte (P1) : Bois et Peinture Fenêtre (F1) : PVC
Etage - Pièce 9	Plinthes : bois et Peinture Mur A, B, C, D : plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et Polystyrène Porte (P1) : bois et peinture Fenêtre (F1) : Bois
Etage - Pièce 10	Plinthes : bois et Peinture Poutre : bois et peinture Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Porte (P1) : bois et peinture Fenêtre (F1) : PVC
Etage - Dressing	Plinthes : bois et Peinture Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et peinture Poutre : bois Fenêtre (F1) : Bois et Peinture
Etage - Dégagement 4	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : bois Porte (P1) : bois et peinture Porte (P2) : bois et peinture Porte (P3) : bois et peinture Fenêtre (F1) : Bois et Peinture
Etage - WC 2	Mur A, B, C, D : Bois Plafond : Plâtre et Peinture Porte (P1) : bois et peinture Fenêtre (F1) : Bois et Peinture
Etage - Salle d'eau	Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Poutre : bois

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-

Documents demandés	Documents remis
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :
Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 26/01/2026
Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 20/01/2026
Heure d'arrivée : 09 h 00
Durée du repérage : 04 h 30
Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Me Guillaume RENON, Commissaire de Justice

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*	Photo
Rez de chaussée - Dégagement 2	Identifiant: M004 Description: Entourages de poteaux (amiante-ciment) Liste selon annexe.13-9 du CSP: B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé **Résultat** EP** **Préconisation :** Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.	
	Identifiant: M005 Description: Plaques (fibres-ciment) Liste selon annexe.13-9 du CSP: B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé **Résultat** EP** **Préconisation :** Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.	
Rez de chaussée - WC 1	Identifiant: M003 Description: Entourages de poteaux (amiante-ciment) Liste selon annexe.13-9 du CSP: B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé **Résultat** EP** **Préconisation :** Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.	
	Identifiant: M006 Description: Plaques (fibres-ciment) Liste selon annexe.13-9 du CSP: B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé **Résultat** EP** **Préconisation :** Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.	

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*	Photo
Comble - Toiture 1	Identifiant: M001 Description: Ardoises (composites) Liste selon annexe.13-9 du CSP: B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé **Résultat** EP** **Préconisation :** Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.	
Comble - Toiture 2	Identifiant: M002 Description: Ardoises (composites) Liste selon annexe.13-9 du CSP: B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé **Résultat** EP** **Préconisation :** Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.	

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport
** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

Listes des matériaux pour lesquels des résultats d'analyse sont attendus :

Localisation	Identifiant + Description	Justification	Etat de conservation et préconisations	Photo
Rez de chaussée - Cuisine	Identifiant: M007-M007-P001 Description: Faux plafonds Liste selon annexe.13-9 du CSP: A	En attente des résultats d'analyse	Produit en bon état Souligne_Score 1** Il faut faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des faux plafonds.	

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport
** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

Nota : Dès réception de ce rapport, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou a proximité des matériaux amiantes ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

6. – Signatures

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I CERT***

Fait à **COURDEMANCHE**, le **20/01/2026**

Par : GODET Jérôme

J.B.C. Ingénierie
EXPERTISES & DIAGNOSTICS
2, rue de la Crochardière
72000 LE MANS
[illegible]

ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n° 2601201

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes

7 Annexes

7.1 Schéma de repérage

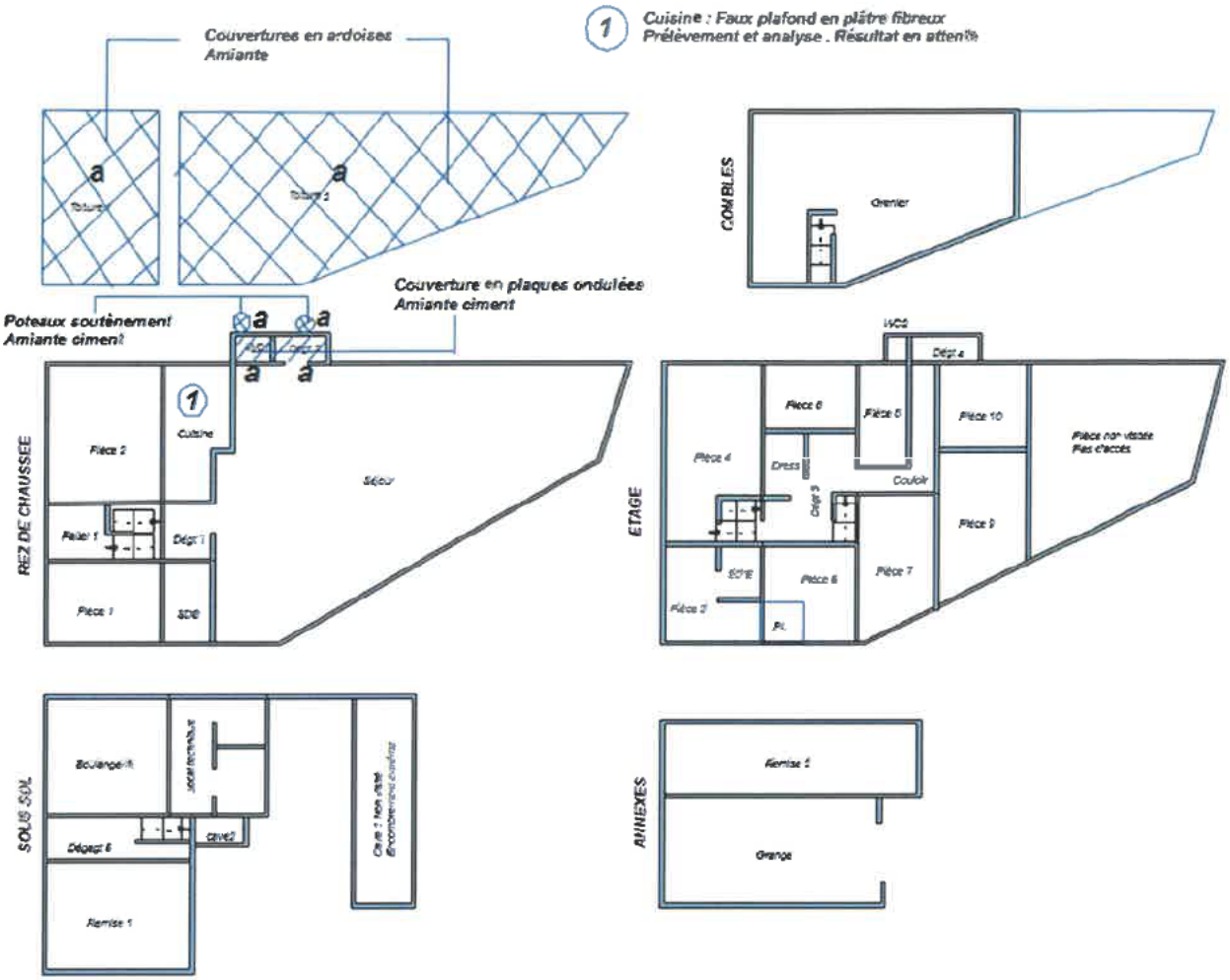
7.2 Rapports d'essais

7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

7.4 Conséquences réglementaires et recommandations

7.5 Recommandations générales de sécurité

7.1 - Annexe - Schéma de repérage



Photos



Photo n° PhA001
Localisation : Comble - Toiture 1
Ouvrage : Toitures
Partie d'ouvrage : Ardoises (composites)
Description : Ardoises (composites)

	Photo n° PhA002 Localisation : Comble - Toiture 2 Ouvrage : Toitures Partie d'ouvrage : Ardoises (composites) Description : Ardoises (composites)
	Photo n° PhA003 Localisation : Rez de chaussée - WC 1 Ouvrage : Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs) Partie d'ouvrage : Entourages de poteaux (amiante-ciment) Description : Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Photo n° PhA004 Localisation : Rez de chaussée - Dégagement 2 Ouvrage : Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs) Partie d'ouvrage : Entourages de poteaux (amiante-ciment) Description : Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Photo n° PhA005 Localisation : Rez de chaussée - Dégagement 2 Ouvrage : Toitures Partie d'ouvrage : Plaques (fibres-ciment) Description : Plaques (fibres-ciment)
	Photo n° PhA006 Localisation : Rez de chaussée - WC 1 Ouvrage : Toitures Partie d'ouvrage : Plaques (fibres-ciment) Description : Plaques (fibres-ciment)



Photo n° PhA007
Localisation : Rez de chaussée - Cuisine
Ouvrage : Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds
Partie d'ouvrage : Faux plafonds
Description : Faux plafonds

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

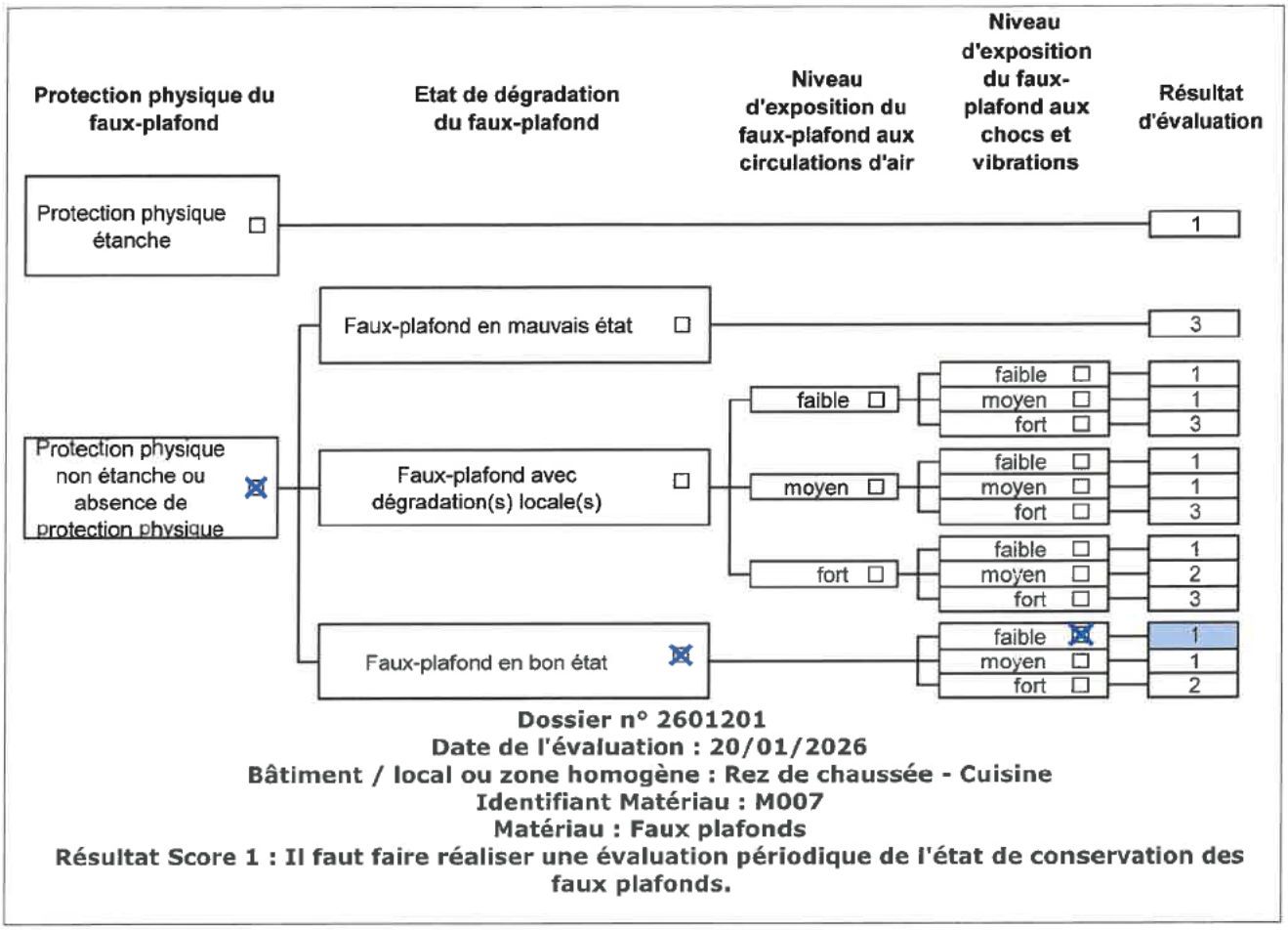
Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
2601201/ 1-M007-P001	Rez de chaussée - Cuisine	Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Faux plafonds	Faux plafonds **Analyse à réaliser:** Toutes les couches mélangées	

Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A



Dossier n° 2601201
Date de l'évaluation : 20/01/2026
Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Cuisine
Identifiant Matériau : M007
Matériau : Faux plafonds
Résultat Score 1 : Il faut faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des faux plafonds.

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

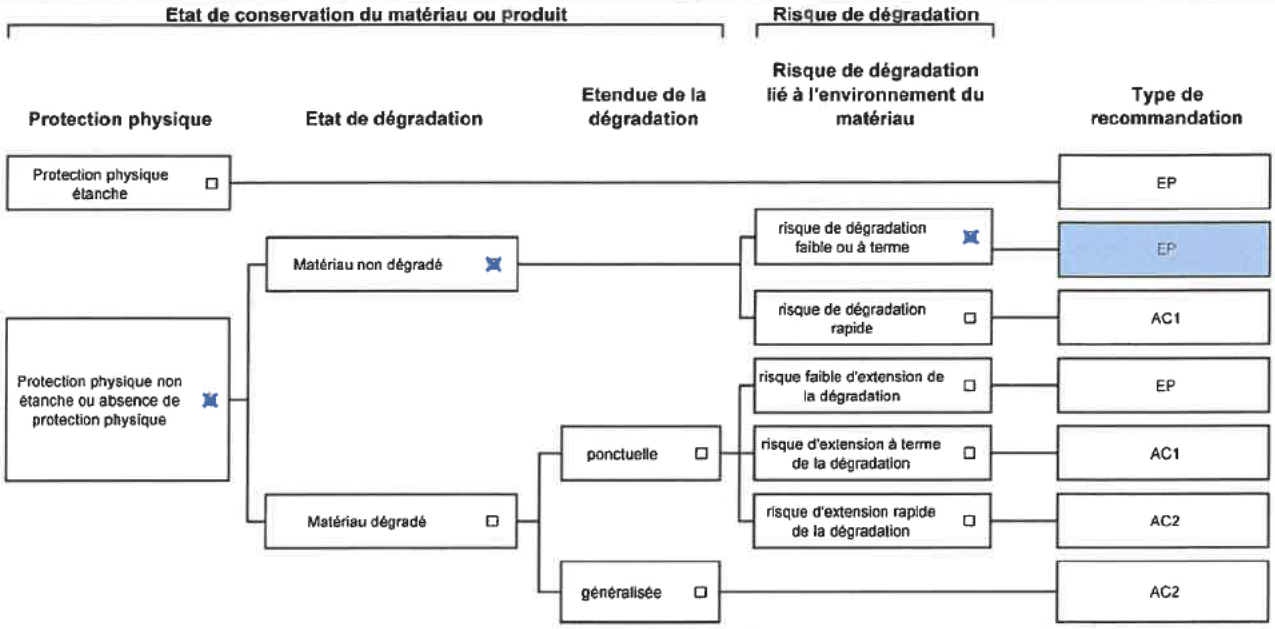
1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

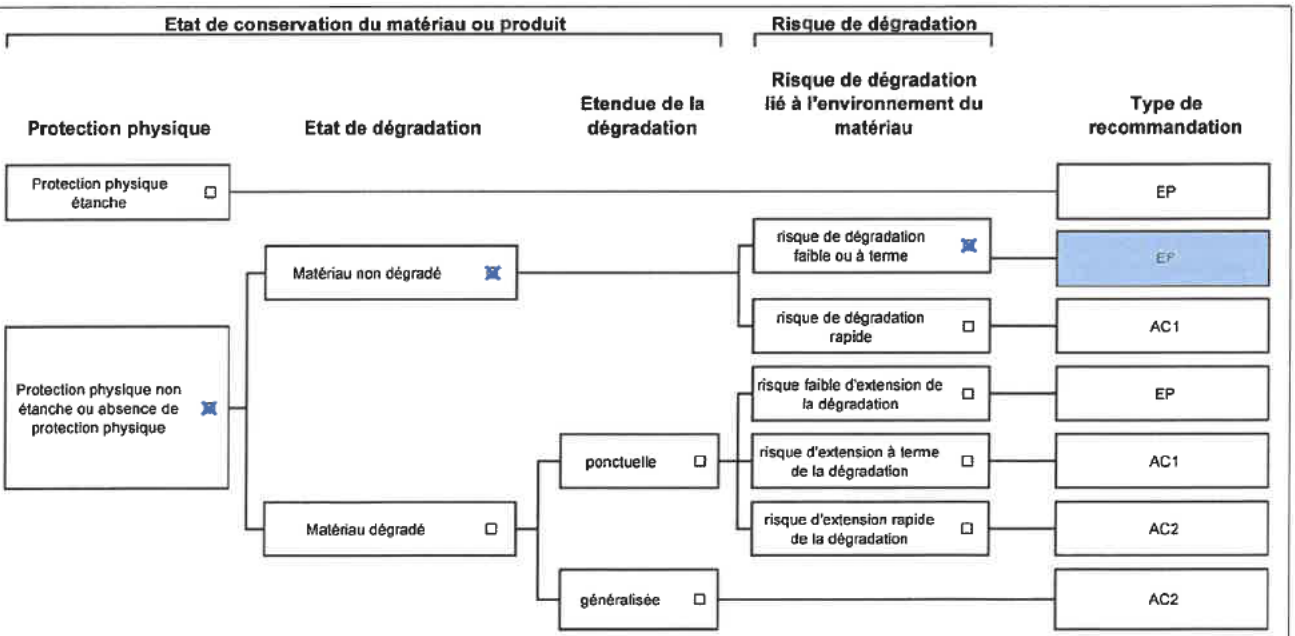
2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

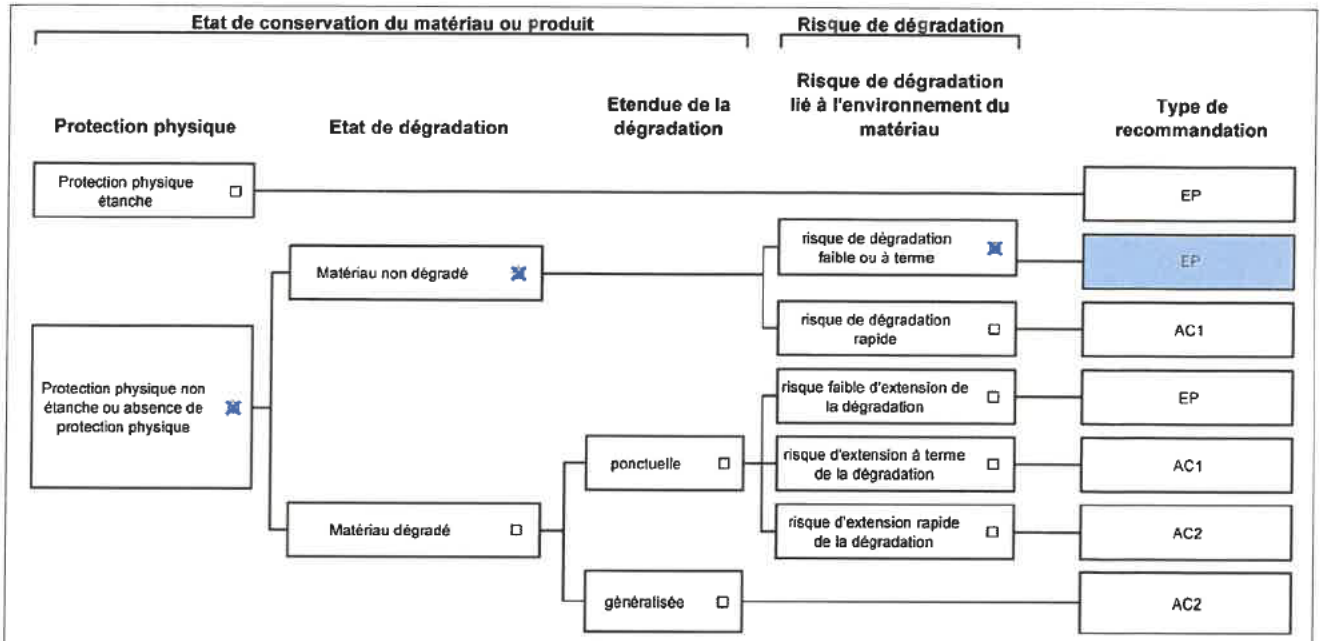
Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B



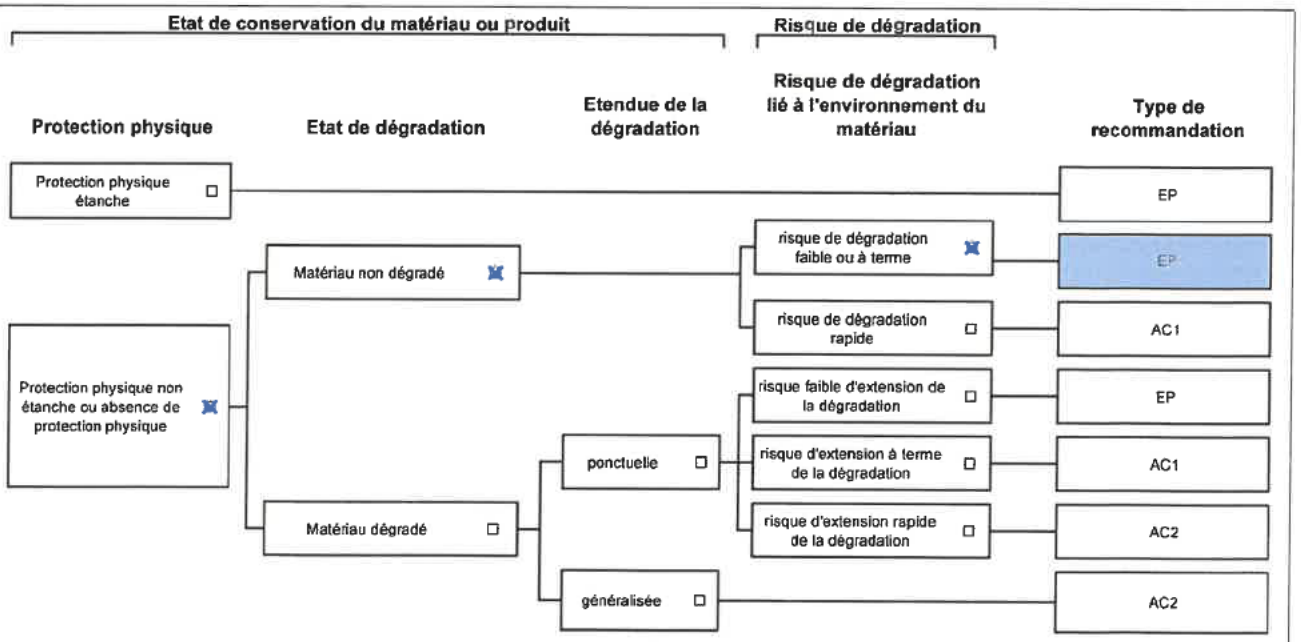
Dossier n° 2601201
Date de l'évaluation : 20/01/2026
Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Dégagement 2
Identifiant Matériau : M004
Matériau : Entourages de poteaux (amiante-ciment)
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



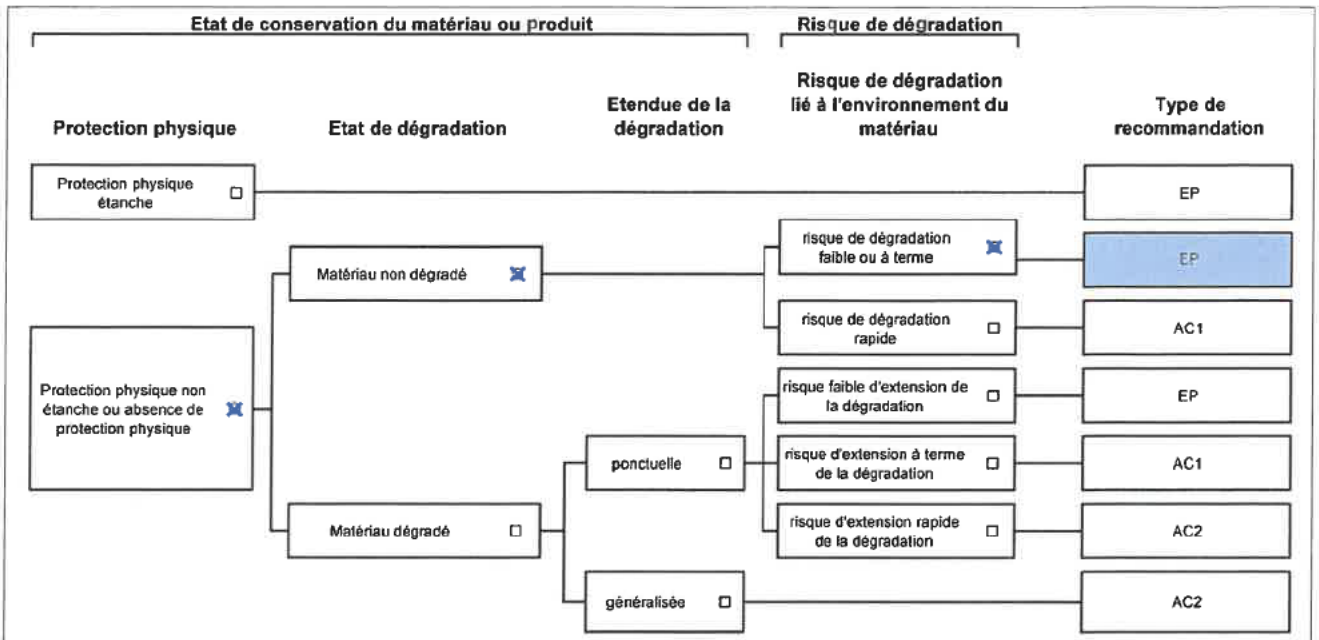
Dossier n° 2601201
Date de l'évaluation : 20/01/2026
Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Dégagement 2
Identifiant Matériau : M005
Matériau : Plaques (fibres-ciment)
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



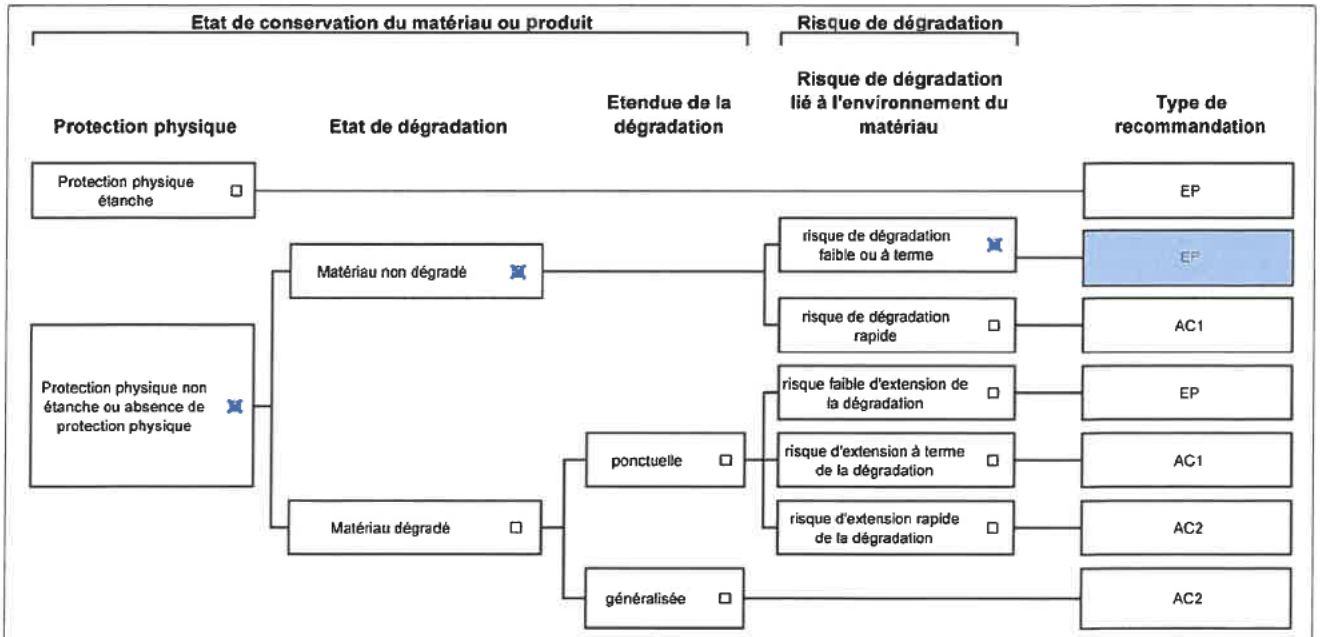
Dossier n° 2601201
Date de l'évaluation : 20/01/2026
Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - WC 1
Identifiant Matériau : M003
Matériau : Entourages de poteaux (amiante-ciment)
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



Dossier n° 2601201
Date de l'évaluation : 20/01/2026
Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - WC 1
Identifiant Matériau : M006
Matériau : Plaques (fibres-ciment)
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



Dossier n° 2601201
Date de l'évaluation : 20/01/2026
Bâtiment / local ou zone homogène : Comble - Toiture 1
Identifiant Matériau : M001
Matériau : Ardoises (composites)
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



Dossier n° 2601201
Date de l'évaluation : 20/01/2026
Bâtiment / local ou zone homogène : Comble - Toiture 2
Identifiant Matériau : M002
Matériau : Ardoises (composites)
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entrainer à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entrainer à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entrainer rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :
- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que les risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conservation et transmission de ce rapport (Article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019)

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
   a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
   b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
   a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
   c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
   d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
   Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
   a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.
   Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
   b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
   c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
   d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
   En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.
Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.
En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.
Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.
De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de

remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.
Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.
Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (http://www.travailler-mieux.gouv.fr) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (http://www.inrs.fr).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.
Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.
Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.
Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.
Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets
Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.
Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie
Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.
A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets
Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.
Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.
Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante
Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité
Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).
Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

JBC
Diagnostics immobiliers

Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : 2601201
Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030
Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011
Date du repérage : 20/01/2026

Adresse du bien immobilier

Localisation du ou des bâtiments :
Département : ... **Sarthe**
Adresse : ..... **1 rue Neuve**
Commune : ..... **72150 COURDEMANCHE**

Donneur d'ordre / Propriétaire :

Donneur d'ordre :
Propriétaire : [redacted]
72150 COURDEMANCHE

Le CREP suivant concerne :

X	Les parties privatives	X	Avant la vente
	Les parties occupées		Avant la mise en location
	Les parties communes d'un immeuble		Avant travaux *N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP*
L'occupant est :		**Le propriétaire**	
Nom de l'occupant, si différent du propriétaire			
Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans		NON	Nombre total :
			Nombre d'enfants de moins de 6 ans :

Société réalisant le constat

Nom et prénom de l'auteur du constat	**GODET Jérôme**
N° de certificat de certification	**CPDI 3520** le **15/07/2020**
Nom de l'organisme de certification	**I CERT**
Organisme d'assurance professionnelle	**KLARITY**
N° de contrat d'assurance	**CDIAGK000677**
Date de validité :	**01/12/2026**

Appareil utilisé

Nom du fabricant de l'appareil	**FONDIS**
Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil	**Fondis FEnX 285 / 2-1223**
Nature du radionucléide	**109 Cd**
Date du dernier chargement de la source Activité à cette date et durée de vie de la source	**31/03/2023** **370MBq**

Conclusion des mesures de concentration en plomb

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	318	120	146	0	46	6
%	100	38 %	46 %	0 %	14 %	2 %

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par GODET Jérôme le 20/01/2026 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 3. Par conséquent, en application de l'article L.1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée. Le propriétaire doit également veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

Constat de risque d'exposition au plomb n° 2601201

Sommaire

1. Rappel de la commande et des références règlementaires 3

2. Renseignements complémentaires concernant la mission 3

2.1 L'appareil à fluorescence X 3
2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel 4
2.3 Le bien objet de la mission 4

3. Méthodologie employée 4

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X 5
3.2 Stratégie de mesurage 5
3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire 5

4. Présentation des résultats 5

5. Résultats des mesures 6

6. Conclusion 14

6.1 Classement des unités de diagnostic 14
6.2 Recommandations au propriétaire 14
6.3 Commentaires 15
6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti 15
6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé 15

7. Obligations d'informations pour les propriétaires 16

8. Information sur les principales règlementations et recommandations en matière d'exposition au plomb 16

8.1 Textes de référence 16
8.2 Ressources documentaires 17

9. Annexes 17

9.1 Notice d'Information 17
9.2 Illustrations 18
9.3 Analyses chimiques du laboratoire 18

Nombre de pages de rapport : 18

Liste des documents annexes :

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

Nombre de pages d'annexes : 2

Constat de risque d'exposition au plomb n° 2601201

1. Rappel de la commande et des références règlementaires

Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R 1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.
Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).
Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)
Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).
La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.
Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

2. Renseignements complémentaires concernant la mission

2.1 L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	**FONDIS**	
Modèle de l'appareil	**Fondis FEnX 285**	
N° de série de l'appareil	**2-1223**	
Nature du radionucléide	**109 Cd**	
Date du dernier chargement de la source	**31/03/2023**	Activité à cette date et durée de vie : **370MBq**
Autorisation/Déclaration ASN (DGSNR)	**N° 2023-001841**	Nom du titulaire/signataire **GODET Jérôme**
	Date d'autorisation/de déclaration **10/01/2023**	Date de fin de validité (si applicable) **10/01/2026**
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	**GODET Jérôme**	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)		

Étalon : FONDIS ; 2-1223; 1,01 mg/cm² +/- 0,01 mg/cm²

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm²)
Etalonnage entrée	1	20/01/2026	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	351	20/01/2026	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	**Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse**
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-

2.3 Le bien objet de la mission

Adresse du bien immobilier	**1 rue Neuve 72150 COURDEMANCHE**
Description de l'ensemble immobilier	**Habitation (maison individuelle)**
Année de construction	
Localisation du bien objet de la mission	**Lot numéro Non communiqué,**
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes)	[redacted] **72150 COURDEMANCHE**
L'occupant est :	**Le propriétaire**
Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP	**20/01/2026**
Croquis du bien immobilier objet de la mission	**Voir partie « 5 Résultats des mesures »**

Liste des locaux visités

Sous-Sol - Remise 1,
Sous-Sol - Dégagement 5,
Sous-Sol - Boulangerie,
Sous-Sol - Local technique,
Sous-Sol - Cave 2,
Rez de chaussée - Séjour,
Rez de chaussée - Dégagement 1,
Rez de chaussée - Cuisine,
Rez de chaussée - Salle de bains 1,
Rez de chaussée - Palier 1,
Rez de chaussée - Pièce 1,
Rez de chaussée - Pièce 2,
Rez de chaussée - Dégagement 2,
Rez de chaussée - WC 1,
Etage - Dégagement 3,
Etage - Couloir,
Etage - Pièce 3,
Etage - Pièce 4,
Etage - Pièce 5,
Etage - Pièce 6,
Etage - Pièce 7,
Etage - Pièce 8,
Etage - Pièce 9,
Etage - Pièce 10,
Etage - Dressing,
Etage - Dégagement 4,
Etage - WC 2,
Etage - Salle d'eau,
Comble - Grenier,
Comble - Toiture 1,
Comble - Toiture 2,
Annexes - Grange,
Annexes - Remise 2

Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

Sous-Sol - Cave 1 (Encombrement trop important), Etage - Pièce 11 (pas d'acccès)

3. Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 et la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*». Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm².

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... *(ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb)*. Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb. D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.
Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm².

3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

4. Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;

- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Concentration en plomb	Nature des dégradations	Classement
< seuils		0
≥ seuils	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

5. Résultats des mesures

	Total UD	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Etage - Pièce 7	13	5 (38,5 %)	6 (46,3 %)	-	2 (15,4 %)	-
Etage - Pièce 8	13	4 (31 %)	7 (54 %)	-	2 (15 %)	-
Etage - Pièce 5	12	4 (33 %)	6 (50 %)	-	2 (17 %)	-
Etage - Pièce 6	13	4 (31 %)	7 (54 %)	-	2 (15 %)	-
Etage - Couloir	16	-	6 (37,5 %)	-	8 (50 %)	2 (12,5 %)
Etage - Pièce 9	12	5 (41,7 %)	5 (41,8 %)	-	-	2 (16,7 %)
Etage - Pièce 10	13	4 (31 %)	7 (54 %)	-	2 (15 %)	-
Etage - Dégagement 3	11	1 (9 %)	6 (55 %)	-	4 (36 %)	-
Etage - Dressing	11	1 (9 %)	6 (55 %)	-	4 (36 %)	-
Rez de chaussée - WC 1	12	7 (58 %)	5 (42 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Séjour	31	5 (16 %)	26 (84 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Dégagement 2	11	7 (64 %)	4 (36 %)	-	-	-
Etage - Dégagement 4	15	5 (33,3 %)	8 (53,2 %)	-	2 (13,3 %)	-
Etage - WC 2	11	10 (91 %)	1 (9 %)	-	-	-
Etage - Pièce 3	10	5 (50 %)	5 (50 %)	-	-	-
Etage - Salle d'eau	6	1 (17 %)	5 (83 %)	-	-	-
Etage - Pièce 4	24	19 (79 %)	5 (21 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Dégagement 1	9	5 (56 %)	4 (44 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Cuisine	10	5 (50 %)	5 (50 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Salle de bains 1	14	4 (29 %)	10 (71 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Palier 1	11	7 (64 %)	4 (36 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Pièce 1	22	1 (4,5 %)	4 (18,1 %)	-	16 (72,7 %)	1 (4,5 %)
Rez de chaussée - Pièce 2	18	11 (61 %)	4 (22 %)	-	2 (11 %)	1 (6 %)
TOTAL	318	120 (38 %)	146 (46 %)	-	46 (14 %)	6 (2 %)

Etage - Pièce 7

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
2	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
3					partie haute (> 1 m)	0			
4	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
5					partie haute (> 1 m)	0			
6	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
7					partie haute (> 1 m)	0			
8	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
9					partie haute (> 1 m)	0			

10		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0		0	
11					mesure 2	0			
12		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
13					mesure 2	0			
14		Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	12,45	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
15		Huisserie Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	10,25	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		placard	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Etage - Pièce 8

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
16	A	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
17					partie haute (> 1 m)	0			
18	B	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
19					partie haute (> 1 m)	0			
20	C	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
21					partie haute (> 1 m)	0			
22	D	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
23					partie haute (> 1 m)	0			
24		Plafond	Plâtre	peinture	mesure 1	0		0	
25					mesure 2	0			
26		Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	0		0	
27					mesure 2	0			
28		Poutre	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
29					mesure 2	0			
30		Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	11,47	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
31		Huisserie Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	13,08	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
-		Fenêtre intérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre extérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Etage - Pièce 5

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
32	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
33					partie haute (> 1 m)	0			
34	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
35					partie haute (> 1 m)	0			
36	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
37					partie haute (> 1 m)	0			
38	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
39					partie haute (> 1 m)	0			
40		Plafond	Plâtre	peinture	mesure 1	0		0	
41					mesure 2	0			
42		Poutre	bois	peinture	mesure 1	0		0	
43					mesure 2	0			
44		Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	6,25	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
45		Huisserie Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	8,01	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Etage - Pièce 6

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
46		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
47					mesure 2	0			
48	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
49					partie haute (> 1 m)	0			
50	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
51					partie haute (> 1 m)	0			
52	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
53					partie haute (> 1 m)	0			
54	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
55					partie haute (> 1 m)	0			
56		Plafond	Plâtre	peinture	mesure 1	0		0	
57					mesure 2	0			
58		Poutre	bois	peinture	mesure 1	0		0	
59					mesure 2	0			
60		Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	17,03	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
61		Huisserie Porte (P1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
62					partie haute (> 1 m)	16,89			
-		Fenêtre intérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre extérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Etage - Couloir

Nombre d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 2 soit 12,5 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
63		Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	0		0	
64					mesure 2	0			
65	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
66					partie haute (> 1 m)	0			
67	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
68					partie haute (> 1 m)	0			
69	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
70					partie haute (> 1 m)	0			
71	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
72					partie haute (> 1 m)	0			
73		Plafond	Plâtre	peinture	mesure 1	0		0	
74					mesure 2	0			
75		Porte (P1)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	14,03	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
76		Huisserie Porte (P1)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	16,55	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
77		Porte (P2)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	17,04	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
78		Huisserie Porte (P2)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	13,25	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
79		Porte (P3)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	10,82	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
80		Huisserie Porte (P3)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	9,45	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
81		Porte (P4)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	12,09	Dégradé (Ecaillage)	3	
82		Huisserie Porte (P4)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	10,10	Dégradé (Ecaillage)	3	
83		Porte (P5)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	14,11	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
84		Huisserie Porte (P5)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	12,07	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

Etage - Pièce 9

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 2 soit 16,7 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
85		Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	0		0	
86					mesure 2	0			
87	A	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
88					partie haute (> 1 m)	0			
89	B	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
90					partie haute (> 1 m)	0			
91	C	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
92					partie haute (> 1 m)	0			
93	D	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
94					partie haute (> 1 m)	0			
-		Plafond	Plâtre	Polystyrène	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la règlementation
95		Porte (P1)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	11,03	Dégradé (Ecaillage)	3	
96		Huisserie Porte (P1)	bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	7,85	Dégradé (Ecaillage)	3	
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Etage - Pièce 10

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
97		Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	0		0	
98					mesure 2	0			
99		Poutre	bois	peinture	mesure 1	0		0	
100					mesure 2	0			
101	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
102					partie haute (> 1 m)	0			
103	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
104					partie haute (> 1 m)	0			
105	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
106					partie haute (> 1 m)	0			
107	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
108					partie haute (> 1 m)	0			
109		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0		0	
110					mesure 2	0			
111		Porte (P1)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	14,03	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
112		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	12,88	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
-		Fenêtre intérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre extérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	PVC		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Etage - Dégagement 3

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
113		Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	0		0	
114					mesure 2	0			
-		Poutre	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
115	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
116					partie haute (> 1 m)	0			
117	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
118					partie haute (> 1 m)	0			

119	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
120					partie haute (> 1 m)	0			
121	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
122					partie haute (> 1 m)	0			
123		Plafond	Plâtre	peinture	mesure 1	0		0	
124					mesure 2	0			
125		Porte (P1)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	9,33	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
126		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	10,77	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
127		Porte (P2)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	18,91	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
128		Huisserie Porte (P2)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	15,22	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

Etage - Dressing

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat° de conservation	Classement UD	Observation
129		Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	0		0	
130					mesure 2	0			
131	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
132					partie haute (> 1 m)	0			
133	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
134					partie haute (> 1 m)	0			
135	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
136					partie haute (> 1 m)	0			
137	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1 m)	0		0	
138					partie haute (> 1 m)	0			
139		Plafond	Plâtre	peinture	mesure 1	0		0	
140					mesure 2	0			
-		Poutre	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
141		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	5,32	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
142		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	6,74	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
143		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	4,12	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
144		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	7,03	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

Rez de chaussée - WC 1

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat° de conservation	Classement UD	Observation
145	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
146					partie haute (> 1 m)	0			
147	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
148					partie haute (> 1 m)	0			
149	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
150					partie haute (> 1 m)	0			
151	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
152					partie haute (> 1 m)	0			
153		Plafond	Plâtre	peinture	mesure 1	0		0	
154					mesure 2	0			
-		Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Porte (P1)	bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Porte (P1)	bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

Rez de chaussée - Séjour

Nombre d'unités de diagnostic : 31 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat° de conservation	Classement UD	Observation
155	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
156					partie haute (> 1 m)	0			
157	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
158					partie haute (> 1 m)	0			
159	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
160					partie haute (> 1 m)	0			
161	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
162					partie haute (> 1 m)	0			
-		Plafond	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
163		Porte (P1)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
164					partie haute (> 1 m)	0			
165		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
166					partie haute (> 1 m)	0			
167		Porte (P2)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
168					partie haute (> 1 m)	0			
169		Huisserie Porte (P2)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
170					partie haute (> 1 m)	0			
171		Porte (P3)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
172					partie haute (> 1 m)	0			
173		Huisserie Porte (P3)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
174					partie haute (> 1 m)	0			
175		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
176					partie haute (> 1 m)	0			
177		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
178					partie haute (> 1 m)	0			
179		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
180					partie haute (> 1 m)	0			
181		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
182					partie haute (> 1 m)	0			
183		Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
184					partie haute (> 1 m)	0			

185		Huisserie Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
186					partie haute (> 1 m)	0			
187		Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
188					partie haute (> 1 m)	0			
189		Huisserie Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
190					partie haute (> 1 m)	0			
191		Fenêtre intérieure (F3)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
192					partie haute (> 1 m)	0			
193		Huisserie Fenêtre intérieure (F3)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
194					partie haute (> 1 m)	0			
195		Fenêtre extérieure (F3)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
196					partie haute (> 1 m)	0			
197		Huisserie Fenêtre extérieure (F3)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
198					partie haute (> 1 m)	0			
199		Fenêtre intérieure (F4)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
200					partie haute (> 1 m)	0			
201		Huisserie Fenêtre intérieure (F4)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
202					partie haute (> 1 m)	0			
203		Fenêtre extérieure (F4)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
204					partie haute (> 1 m)	0			
205		Huisserie Fenêtre extérieure (F4)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
206					partie haute (> 1 m)	0			
-		Fenêtre intérieure (F5)	Métal	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F5)	Métal	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F5)	Métal	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F5)	Métal	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

Rez de chaussée - Dégagement 2

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
207	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
208					partie haute (> 1 m)	0			
209	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
210					partie haute (> 1 m)	0			
211	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
212					partie haute (> 1 m)	0			
213	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
214					partie haute (> 1 m)	0			
-		Plafond	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

Etage - Dégagement 4

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
215	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
216					partie haute (> 1 m)	0			
217	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
218					partie haute (> 1 m)	0			
219	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
220					partie haute (> 1 m)	0			
221	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
222					partie haute (> 1 m)	0			
-		Plafond	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
223		Porte (P1)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	7,03	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
224		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	6,85	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
225		Porte (P2)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
226					partie haute (> 1 m)	0			
227					partie haute (> 1 m)	0			
228		Huisserie Porte (P2)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
229					partie haute (> 1 m)	0			
230					partie haute (> 1 m)	0			
231		Porte (P3)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
232					partie haute (> 1 m)	0			
233					partie haute (> 1 m)	0			
234		Huisserie Porte (P3)	bois	peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
235					partie haute (> 1 m)	0			
236					partie haute (> 1 m)	0			
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

Etage - WC 2

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-	A	Mur	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	B	Mur	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	C	Mur	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	D	Mur	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
237		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0		0	
238					mesure 2	0			
-		Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

Etage - Pièce 3

Nombre d'unités de diagnostic : 10 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
239	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
240					partie haute (> 1 m)	0			
241	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
242					partie haute (> 1 m)	0			
243	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
244					partie haute (> 1 m)	0			
245	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
246					partie haute (> 1 m)	0			
247		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0		0	
248					mesure 2	0			
-		Poutre	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

Etage - Salle d'eau

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
249	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
250					partie haute (> 1 m)	0			
251	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
252					partie haute (> 1 m)	0			
253	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
254					partie haute (> 1 m)	0			
255	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
256					partie haute (> 1 m)	0			
257		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0		0	
258					mesure 2	0			
-		Poutre	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Etage - Pièce 4

Nombre d'unités de diagnostic : 24 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
259	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
260					partie haute (> 1 m)	0			
261	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
262					partie haute (> 1 m)	0			
263	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
264					partie haute (> 1 m)	0			
265	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
266					partie haute (> 1 m)	0			
267		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0		0	
268					mesure 2	0			
-		Poutre	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F3)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F3)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F3)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F3)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F4)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F4)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F4)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F4)	Bois	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

Rez de chaussée - Dégagement 1

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
269	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
270					partie haute (> 1 m)	0			
271	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
272					partie haute (> 1 m)	0			
273	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
274					partie haute (> 1 m)	0			
275	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
276					partie haute (> 1 m)	0			
-		Plafond	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

-		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Porte (P2)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Porte (P2)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

Rez de chaussée - Cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 10 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat° de conservation	Classement UD	Observation
277	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
278					partie haute (> 1 m)	0			
279	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
280					partie haute (> 1 m)	0			
281	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
282					partie haute (> 1 m)	0			
283	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
284					partie haute (> 1 m)	0			
285		Plafond	Faux plafond	Peinture	mesure 1	0		0	
286					mesure 2	0			
-		Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre intérieure (F1)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F1)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent

Rez de chaussée - Salle de bains 1

Nombre d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat° de conservation	Classement UD	Observation
-		Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
287	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
288					partie haute (> 1 m)	0			
289	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
290					partie haute (> 1 m)	0			
291	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
292					partie haute (> 1 m)	0			
293	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
294					partie haute (> 1 m)	0			
-		Plafond	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
295		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
296					partie haute (> 1 m)	0			
297		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
298					partie haute (> 1 m)	0			
299		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
300					partie haute (> 1 m)	0			
301		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
302					partie haute (> 1 m)	0			
303		Volet intérieur	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
304					partie haute (> 1 m)	0			
305		Volet extérieur	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
306					partie haute (> 1 m)	0			

Rez de chaussée - Palier 1

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat° de conservation	Classement UD	Observation
307	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
308					partie haute (> 1 m)	0			
309	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
310					partie haute (> 1 m)	0			
311	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
312					partie haute (> 1 m)	0			
313	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
314					partie haute (> 1 m)	0			
-		Plafond	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Fenêtre extérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Rez de chaussée - Pièce 1

Nombre d'unités de diagnostic : 22 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 1 soit 4,5 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat° de conservation	Classement UD	Observation
315		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	4,48	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
316	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
317					partie haute (> 1 m)	0			
318	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
319					partie haute (> 1 m)	0			
320	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
321					partie haute (> 1 m)	0			
322	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
323					partie haute (> 1 m)	0			
-		Plafond	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
324		Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	16,52	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
325		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	15,02	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
326		Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	16,55	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

327		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	14,23	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
328		Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	17,48	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
329		Huisserie Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	14,82	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
330		Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	17,02	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
331		Huisserie Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	15,55	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
332		Volet intérieur	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	13,05	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
333		Volet extérieur	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	6,85	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
334		Volet intérieur (V2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	14,73	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
335		Volet extérieur (V2)	Bois	Peinture	partie basse (< 1 m)	13,02	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
336		Embrasure F1	Plâtre	Peinture	mesure 1	18,74	Dégradé (Ecaillage)	3	
337		Embrasure F2	Plâtre	Peinture	mesure 1	19,74	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
338		Garde corps F2	Métal	Peinture	mesure 1	11,23	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
339		Garde corps F1	Métal	Peinture	mesure 1	9,61	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

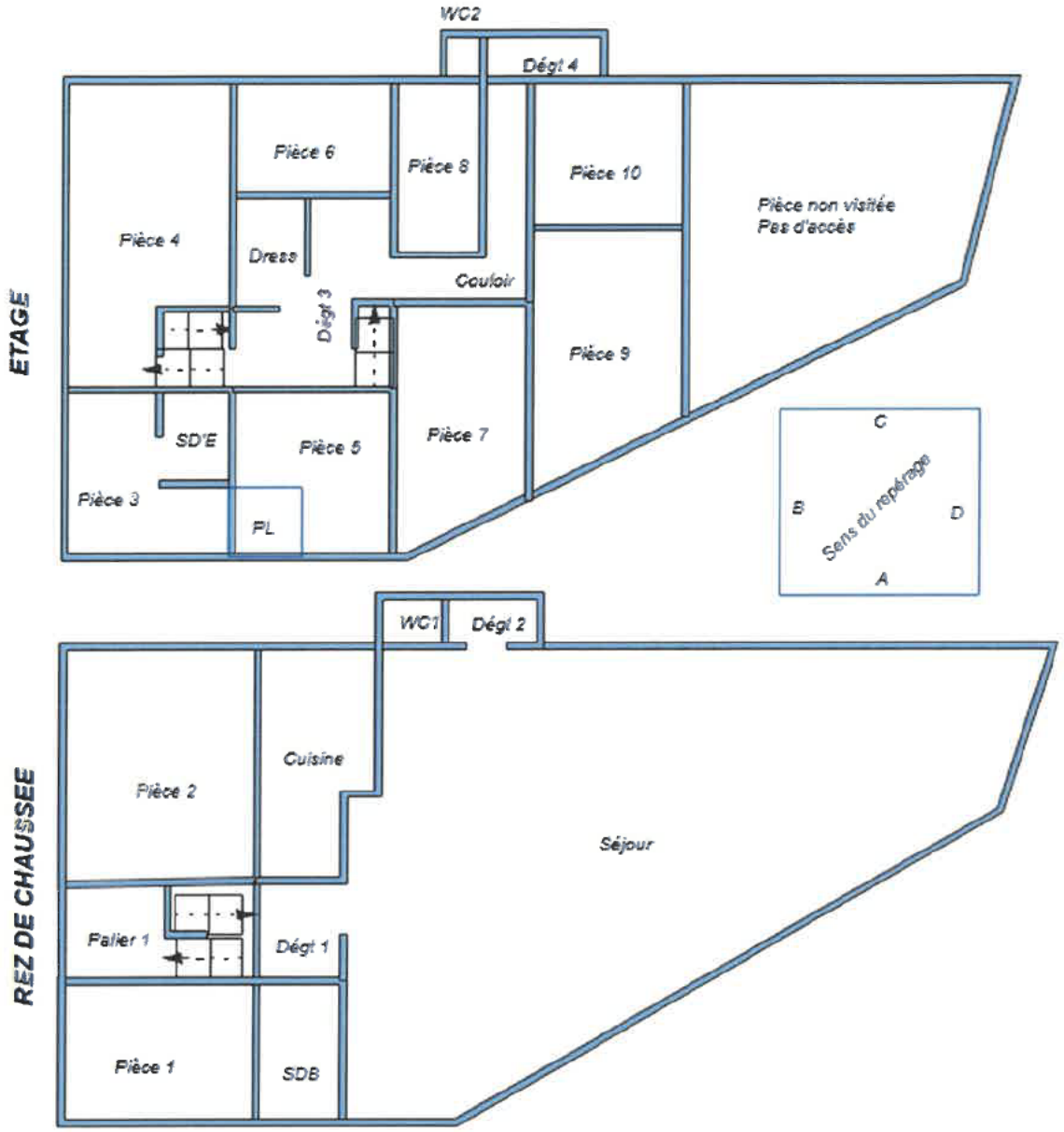
Rez de chaussée - Pièce 2

Nombre d'unités de diagnostic : 18 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 1 soit 6 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
340	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
341					partie haute (> 1 m)	0			
342	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
343					partie haute (> 1 m)	0			
344	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
345					partie haute (> 1 m)	0			
346	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1 m)	0		0	
347					partie haute (> 1 m)	0			
-		Plafond	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Porte (P1)	bois	peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F1)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F1)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre intérieure (F2)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre intérieure (F2)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Fenêtre extérieure (F2)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-		Huisserie Fenêtre extérieure (F2)	PVC	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
348		Placard	Bois	Peinture	mesure 1	12,58	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
349		Embrasure F1	plâtre	Peinture	mesure 1	18,37	Dégradé (Ecaillage)	3	
350		Embrasure F1 (E2)	plâtre	Peinture	mesure 1	21,09	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

NM : Non mesuré car l'unité de diagnostic n'est pas visée par la règlementation.
* L'état de conservation sera, le cas échéant, complété par la nature de la dégradation.

CROQUIS DE REPERAGE



6. Conclusion

6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	318	120	146	0	46	6
%	100	38 %	46 %	0 %	14 %	2 %

6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré.

Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (dégradé) sur certaines unités de diagnostic et en application de l'article L. 1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.

Dans le cas d'une location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale (article L 1334-9 du Code de la Santé Publique).

6.3 Commentaires

Constatations diverses :
Néant

Validité du constat :
Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 1 an (jusqu'au 19/01/2027).

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :
Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :
Me Guillaume RENON, Commissaire de Justice

6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

Situations de risque de saturnisme infantile

NON	Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3
NON	L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3

Situations de dégradation de bâti

NON	Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré
NON	Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce
NON	Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

NON	Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique.

En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Néant

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ***I CERT -***

Fait à **COURDEMANCHE**, le **20/01/2026**

Par : GODET Jérôme

J.B.C. Ingénierie
EXPERTISES & DIAGNOSTICS
2, rue de la Crochardière
72000 LE MANS
Tél. 02 43 [illegible] - Fax 02 43 87 88 91

7. Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :
«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»
«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

8. Information sur les principales règlementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

8.1 Textes de référence

Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 19 aout 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Code de la construction et de l'habitat :
- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :
- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

8.2 Ressources documentaires

Documents techniques :
- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, *Aide au choix d'une technique de traitement,* OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «*Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb*».

Sites Internet :
- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : http://www.sante.gouv.fr (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** : http://www.logement.gouv.fr
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** : http://www.anah.fr/ (fiche *Peintures au plomb* disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** : http://www.inrs.fr/ (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

9. Annexes

9.1 Notice d'Information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus

tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradés à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Luttez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyer souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**
- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

9.2 Illustrations

Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.

9.3 Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

Numéro de dossier :	2601201
Norme méthodologique employée :	AFNOR NF C 16-600 (juillet 2017)
Date du repérage :	20/01/2026
Heure d'arrivée :	09 h 00
Durée du repérage :	04 h 30

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la règlementation en vigueur. Cet état de l'installation intérieure d'électricité est valable 3 ans pour la vente et 6 ans pour la location.

A. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :
Type d'immeuble : ..... **Maison individuelle**
Adresse : ..... **1 rue Neuve**
Commune : ..... **72150 COURDEMANCHE**
Département : ..... **Sarthe**
Référence cadastrale : ..... , identifiant fiscal : **N/A**
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
, Lot numéro Non communiqué
Périmètre de repérage : .....
Année de construction : ..... **Avant 1948**
Année de l'installation : ..... **> 15 ans**
Distributeur d'électricité : ..... **Inconnu**
Parties du bien non visitées : ..... **Sous-Sol - Cave 1 (Encombrement trop important), Etage - Pièce 11 (pas d'acccès)**

B. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :
Nom et prénom : .....
Adresse : .....

Téléphone et adresse internet : . **Non communiqués**
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**

Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances:
Nom et prénom : .....
Adresse : .....
72150 COURDEMANCHE

C. – Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :
Nom et prénom : ..... **GODET Jérôme**
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **JBC INGENIERIE**
Adresse : ..... **2, rue de la Crochardière**
..... **72000 LE MANS**
Numéro SIRET : **490908373**
Désignation de la compagnie d'assurance : **KLARITY**
Numéro de police et date de validité : ..... **CDIAGK000677 - 01/12/2026**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I CERT** le **15/11/2023** jusqu'au **14/11/2030**. (Certification de compétence **CPDI 3520**)

D. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.
L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits;

E. – Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie** et ne fait pas l'objet de constatations diverses.

☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie**, mais fait l'objet de **constatations diverses**.

☐ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.

☒ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de **constatations diverses**.

E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.

☐ 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.

☒ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.

☒ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.

☒ 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.

☐ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.

☒ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.

☒ 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

☒ 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.

☐ 9. Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.

☐ 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.

E.3. Les constatations diverses concernent :

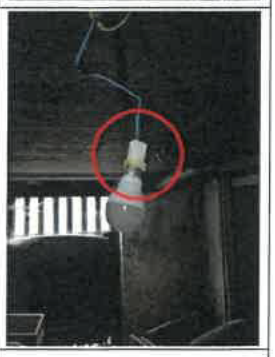
☐ Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.

☒ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

☐ Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

F. - Anomalies identifiées

N° Article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B3.3.4 a	La connexion à la liaison équipotentielle principale d'au moins une canalisation métallique de gaz, d'eau, de chauffage central de conditionnement d'air, ou d'un élément conducteur de la structure porteuse du bâtiment n'est pas assurée (résistance de continuité > 2 ohms).			
B3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés			
B3.3.6 a2	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.			
B3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.			
B3.3.7 a	Au moins un conduit métallique en montage apparent ou encastré, comportant des conducteurs, n'est pas relié à la terre. Remarques : Présence de conduits métalliques en montage apparent, contenant des conducteurs, non reliés à la terre ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de supprimer les conduits métalliques en montage apparent			
B3.3.8 a	Au moins une huisserie métallique ou une goulotte comportant des conducteurs ou de l'appareillage fixé ou encastré n'est pas reliée à la terre. Remarques : Présence d'huisseries métalliques, contenant des conducteurs, non reliées à la terre ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de raccorder ces huisseries métalliques à la terre			
B4.3 h	Des conducteurs ou des appareillages présentent des traces d'échauffement. Remarques : Présence d'appareillage présentant des traces d'échauffement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les appareils présentant des traces d'échauffement			

N° Article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B5.3 a	Locaux contenant une baignoire ou une douche : la continuité électrique de la liaison équipotentielle supplémentaire, reliant les éléments conducteurs et les masses des matériels électriques, n'est pas satisfaisante (résistance supérieure à 2 ohms).			
B7.3 a	L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. Remarques : Présence de matériel électrique en place dont l'enveloppe présente des détériorations ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des détériorations			
B7.3 b	L'isolant d'au moins un conducteur est dégradé.			
B7.3 d	L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.			
B8.3 a	L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste. Remarques : Présence de matériel électrique vétuste (douilles, interrupteurs, socles de prise...) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes			
B8.3 b	L'installation comporte au moins un matériel électrique inadapté à l'usage. Remarques : Présence de matériel électrique inadapté à l'usage. Norme de protection non indiquée ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels inadaptés par du matériel autorisé			
B8.3 e	Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.			

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.
(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.
(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.
(*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

G.1. – Informations complémentaires

Article (1)	Libellé des informations
B11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.
B11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.
B11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G.2. – Constatations diverses

Constatation type E1. – Installations, partie d'installation ou spécificités non couvertes

Néant

Constatation type E2. – Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 – Annexe C	Motifs
B1.3 c	B1 - Appareil général de commande et de protection Article : Assure la coupure de l'ensemble de l'installation	Contrôle impossible: installation non alimentée
B1.3 f	B1 - Appareil général de commande et de protection Article : Coupure simultanée et omnipolaire	Contrôle impossible: installation non alimentée
B2.3.1 c	B2 - Dispositifs de protection différentielle (DDR) Article : Protection de l'ensemble de l'installation	Installation non alimentée
B2.3.1 h	B2 - Dispositifs de protection différentielle (DDR) Article : Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité)	Contrôle impossible: installation non alimentée
B2.3.1 i	B2 - Dispositifs de protection différentielle (DDR) Article : Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	Contrôle impossible: installation non alimentée
B3.3.1 b	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Elément constituant la prise de terre approprié	Contrôle impossible: élément constituant la prise de terre non visible
B3.3.1 d	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Valeur de la résistance de la prise de terre adaptée au(x) dispositif(s) différentiel(s)	Installation non alimentée
B4.3 a1	B4 - Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs sur chaque circuit Article : Présence d'une protection contre les surintensités à l'origine de chaque circuit	Installation non alimentée

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

Constatation type E3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

H. – Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Sous-Sol - Cave 1 (Encombrement trop important),

Etage - Pièce 11 (pas d'acccès)

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I CERT -***

Dates de visite et d'établissement de l'état :
Visite effectuée le : **20/01/2026**
Etat rédigé à **COURDEMANCHE**, le **20/01/2026**

Par : GODET Jérôme

J.B.C. Ingénierie
EXPERTISES & DIAGNOSTICS
2, rue de la Crochardière
72000 LE MANS
Tél 02 43 78 [illegible] - Fax 02 43 87 80 91

I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Correspondance avec le domaine d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.1	**Appareil général de commande et de protection** : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.
B.2	**Protection différentielle à l'origine de l'installation** : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.3	**Prise de terre et installation de mise à la terre :** Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.4	**Protection contre les surintensités :** Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
B.5	**Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche** : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.6	**Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche** : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.7	**Matériels électriques présentant des risques de contact direct** : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B.8	**Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage** : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B.9	**Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives**: Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
B.10	**Piscine privée ou bassin de fontaine** : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

J. - Informations complémentaires

Correspondance avec le groupe d'informations (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.11	**Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique :** L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.
	Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.
	Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

Annexe - Photos

	Photo PhEle001 Libellé de l'anomalie : B7.3 a L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. Remarques : Présence de matériel électrique en place dont l'enveloppe présente des détériorations ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des détériorations
	Photo PhEle002 Libellé de l'anomalie : B4.3 h Des conducteurs ou des appareillages présentent des traces d'échauffement. Remarques : Présence d'appareillage présentant des traces d'échauffement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les appareils présentant des traces d'échauffement
	Photo PhEle003 Libellé de l'anomalie : B8.3 a L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste. Remarques : Présence de matériel électrique vétuste (douilles, interrupteurs, socles de prise...) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes
	Photo PhEle004 Libellé de l'anomalie : B8.3 b L'installation comporte au moins un matériel électrique inadapté à l'usage. Remarques : Présence de matériel électrique inadapté à l'usage. Norme de protection non indiquée ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels inadaptés par du matériel autorisé

	Photo PhEle005 Libellé de l'anomalie : B3.3.6 a1 Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés
	Photo PhEle006 Libellé de l'anomalie : B3.3.8 a Au moins une huisserie métallique ou une goulotte comportant des conducteurs ou de l'appareillage fixé ou encastré n'est pas reliée à la terre. Remarques : Présence d'huisseries métalliques, contenant des conducteurs, non reliées à la terre ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de raccorder ces huisseries métalliques à la terre
	Photo PhEle007 Libellé du point de contrôle : B3.3.7 b Il existe des conduits métalliques en montage apparent ou encastré dans le local (les locaux) contenant une baignoire ou une douche. Remarques : Présence de conduits métalliques comportant des conducteurs, en montage apparent dans un local contenant une baignoire ou une douche ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de supprimer les conduits métalliques en montage apparent dans le(s) local(s) contenant une douche ou une baignoire
	Photo PhEle008 Libellé de l'anomalie : B3.3.7 a Au moins un conduit métallique en montage apparent ou encastré, comportant des conducteurs, n'est pas relié à la terre. Remarques : Présence de conduits métalliques en montage apparent, contenant des conducteurs, non reliés à la terre ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de supprimer les conduits métalliques en montage apparent

Recommandations relevant du devoir de conseil de professionnel

Néant

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé

Etat de l'Installation Intérieure de Gaz

Numéro de dossier :	2601201
Norme méthodologique employée :	AFNOR NF P 45-500 (juillet 2022)
Date du repérage :	20/01/2026
Heure d'arrivée :	09 h 00
Durée du repérage :	04 h 30

La présente mission consiste à établir l'état de l'installation intérieure de gaz conformément à l'arrêté du 6 avril 2007 modifié, 12 février 2014, 23 février 2018 et du 25 juillet 2022 afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie du vice caché, en application de l'article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003, modifié par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005. Cet état de l'installation intérieure de gaz a une durée de validité de 3 ans. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la règlementation en vigueur.

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :
Département : ..... **Sarthe**
Adresse : ..... **1 rue Neuve**
Commune : ..... **72150 COURDEMANCHE**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
, Lot numéro Non communiqué
Type de bâtiment : ..... **Habitation (maison individuelle)**
Nature du gaz distribué : ..... **Gaz Propane**
Distributeur de gaz : ..... **Inconnue**
Installation alimentée en gaz : ..... **NON**

B. - Désignation du propriétaire

Désignation du propriétaire :
Nom et prénom : .....
Adresse : .....
72150 COURDEMANCHE

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :
Autre
Nom et prénom : .....
Adresse : .....

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :
Nom et prénom : .....
Adresse : .....
N° de téléphone : .....
Références : .....

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :
Nom et prénom : ..... **M. LEVESQUE Alexis**
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **JBC INGENIERIE**
Adresse : ..... **2, rue de la Crochardière**
..... **72000 LE MANS**
Numéro SIRET : **490908373**
Désignation de la compagnie d'assurance : ..... **KLARITY**
Numéro de police et date de validité : ..... **CDIAGK000677 - 01/12/2026**

Certification de compétence **CPDI0673** délivrée par : **I.Cert**, le **21/03/2021**
Norme méthodologique employée : ..... **NF P 45-500 (Juillet 2022)**

Etat de l'installation intérieure de Gaz n° 2601201

GAZ

D. - Identification des appareils

Liste des installations intérieures gaz (Genre(1), marque, modèle)	Type(2)	Puissance en kW	Localisation	Observations : (anomalie, taux de CO mesuré(s), motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné)
Cuisinière SMEG Modèle: 7 feux	Non raccordé	Non Visible	Rez de chaussée - Cuisine	Fonctionnement : Appareil à l'arrêt
Robinet en attente		NC	Sous-Sol - Local technique	

(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur, ...
(2) Non raccordé — Raccordé — Étanche.

E. - Anomalies identifiées

Points de contrôle(3) (selon la norme)	Anomalies observées (A1(4), A2(5), DGI(6), 32c(7))	Libellé des anomalies et recommandations	Photos
C.6 - 7d4 Lyres GPL	A1	La date limite d'utilisation de la lyre GPL en caoutchouc armé n'est pas lisible ou est dépassée. Remarques : La date limite d'utilisation de la lyre GPL n'est pas lisible ; Faire intervenir un installateur gaz qualifié pour remplacer la lyre GPL	
C.10 - 15b Raccordement en gaz des appareils par tuyaux non rigides	A1	Le tuyau flexible n'est pas visitable. (Cuisinière SMEG 7 feux) Remarques : (Rez de chaussée - Cuisine) Le tuyau non rigide n'est pas visitable ; Faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de rendre visitable le tuyau non rigide (Rez de chaussée - Cuisine)	
C.7 - 8b Organe de Coupure d'Appareil (OCA)	A2	L'extrémité de l'organe de coupure d'appareil ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée. (Robinet en attente) Remarques : (Sous-Sol - Local technique) L'extrémité de la tuyauterie en attente n'est pas obturée ; Poser ou faire poser un bouchon par un installateur gaz qualifié sur l'extrémité de la tuyauterie (Sous-Sol - Local technique) Risque(s) constaté(s) : Dégagement de gaz et donc un risque d'explosion	
C.14 - 19.1 Ventilation du local – Amenée d'air	A2	19.a1 : le local équipé ou prévu pour un appareil de cuisson seul n'est pas pourvu d'une amenée d'air ou celle-ci est située à plus de 2 pièces d'intervalle. (Robinet en attente) Remarques : (Sous-Sol - Local technique) Absence d'amenée d'air ; Créer une grille d'amenée d'air ou faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de remplacer l'appareil existant par un appareil étanche Risque(s) constaté(s) : Risque d'intoxication au monoxyde de carbone (CO) causée par une mauvaise combustion	

Points de contrôle[3] (selon la norme)	Anomalies observées (A1[4], A2[5], DGI[6], 32c[7])	Libellé des anomalies et recommandations	Photos
C.15 - 20.1 Ventilation du local – Sortie d'air	A1	Le local équipé ou prévu pour un appareil d'utilisation n'est pas pourvu de sortie d'air. (Robinet en attente) Remarques : (Sous-Sol - Local technique) Absence de sortie d'air ; Créer une sortie d'air directe ou indirecte	

(3) Point de contrôle selon la norme utilisée.
(4) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation
(5) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.
(6) DGI : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituants la source du danger.
(7) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motifs, et identification des points de contrôles n'ayant pas pu être réalisés:

Sous-Sol - Cave 1 (Encombrement trop important),

Etage - Pièce 11 (pas d'acccès)

Nota : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation présente dans des bâtiments, parties du bâtiment n'ayant pu être contrôlés.

G. - Constatations diverses

Commentaires :

Certains points de contrôles n'ont pu être contrôlés. De ce fait la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée.

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
☐ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable
☐ Au moins un assemblage par raccord mécanique est réalisé au moyen d'un ruban d'étanchéité

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Observations complémentaires :

Néant

H. - Conclusion

Conclusion :

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie.

☒ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.

☒ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.

☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.

☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

I. - En cas de DGI : actions de l'opérateur de diagnostic

☐ Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz

ou

☐ Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation

☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier des informations suivantes :

- référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
- codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).

☐ Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

J. - En cas d'anomalie 32c : actions de l'opérateur de diagnostic

☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;

☐ Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie. ;

Nota : *Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par* ***I.Cert - Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE***

Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz :

Visite effectuée le **20/01/2026.**

Fait à **COURDEMANCHE**, le **20/01/2026**

Par : M. LEVESQUE Alexis

J.B.C. Ingénierie
DIAGNOSTICS
2, rue de la Crochardière
72000 LE MANS
Tél. 02 43 76 18 32 - Fax 02 43 87 88 91

Annexe - Photos



Photo n° PhGaz001
7d4 : la date limite d'utilisation de la lyre GPL en caoutchouc armé n'est pas lisible ou est dépassée. La date limite d'utilisation de la lyre GPL n'est pas lisible; Faire intervenir un installateur gaz qualifié pour remplacer la lyre GPL



Photo n° PhGaz002
8b : l'extrémité de l'organe de coupure d'appareil ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée. (Sous-Sol - Local technique)
L'extrémité de la tuyauterie en attente n'est pas obturée; Poser ou faire poser un bouchon par un installateur gaz qualifié sur l'extrémité de la tuyauterie

Annexe - Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

Tous les travaux réalisés sur l'installation de gaz du logement, y compris les remplacements d'appareils, doivent faire l'objet de l'établissement d'un certificat de conformité modèle 2, conformément à l'arrêté du 23 février 2018 modifié. Seules les exceptions mentionnées à l'article 21 - 4° de l'arrêté du 23 février 2018 modifié dans le guide « modifications mineures » dispensent de cette obligation.

Les accidents dus aux installations gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures.
Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

Quels sont les moyens de prévention des accidents liés aux installations intérieures gaz ?

Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base :
- Renouvelez le tuyau de raccordement de la cuisinière ou de la bouteille de gaz régulièrement et dès qu'il est fissuré,
- Faire ramoner les conduits d'évacuation des appareils de chauffage et de cheminée régulièrement,
- Faire entretenir et contrôler régulièrement les installations intérieures de gaz par un professionnel.

Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :
- ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur,
- fermer le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage et vérifiez la date de péremption du tuyau souple de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz,
- assurer une bonne ventilation de votre logement, n'obstruer pas les bouches d'aération,
- sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils gaz.

Quelle conduite adopter en cas de fuite de gaz ?

Lors d'une fuite de gaz, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :
- ne pas allumer la lumière, ni toucher aux interrupteurs, ni aux disjoncteurs,
- ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un portable,
- ne pas prendre l'ascenseur mais les escaliers,
- une fois à l'extérieur, prévenir les secours

Pour aller plus loin : http://www.developpement-durable.gouv.fr

Etat des Risques et Pollutions

En application des articles L125-5 à 7 et R125-26 du code de l'environnement.

Référence : 2601201
Réalisé par Jérome GODET
Pour le compte de JBC DIAGNOSTICS

Date de réalisation : 25 janvier 2026 (Valable 6 mois)
Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :
N° 72-2023-08-24-00002 du 24 août 2023

Références du bien

Adresse du bien
1 Rue Neuve
72150 Courdemanche

Référence(s) cadastrale(s):
0A0699

ERP établi selon les parcelles localisées au cadastre.

Vendeur
Mme WEBER Laure Sophie

Acquéreur
-



Synthèses

A ce jour, la commune est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL). La présence de Catastrophes Naturelles sur la commune rend obligatoire la déclaration de sinistres.

Etat des Risques et Pollutions (ERP)						
Votre commune				Votre immeuble		
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Travaux	Réf.
Aucune procédure en vigueur sur la commune				-	-	-
Périmètre d'application d'une Obligation Légale de Débroussaillement				non	-	p.6
Zonage de sismicité : 1 - Très faible (1)				non	-	-
Zonage du potentiel radon : 1 - Faible (2)				non	-	-
Commune non concernée par la démarche d'étude du risque lié au recul du trait de côte.						

Etat des risques approfondi (Synthèse Risque Argile / ENSA / ERPS)	Concerné	Détails
Zonage du retrait-gonflement des argiles	Oui	Aléa Moyen
Plan d'Exposition au Bruit (3)	Non	-
Basias, Basol, Icpe	Oui	2 sites * à - de 500 mètres

** Ce chiffre ne comprend pas les sites non localisés de la commune.*

(1) Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8).

(2) Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R.1333-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018, délimitées par l'Arrêté interministériel du 27 juin 2018.

(3) Information cartographique consultable en mairie et en ligne à l'adresse suivante : https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb

Attention, les informations contenues dans le second tableau de synthèse ci-dessus sont données à titre informatif. Pour plus de détails vous pouvez commander un Etat des risques approfondi.

Attention, les informations contenues dans ce tableau de synthèse sont données à titre informatif et ne sont pas détaillées dans ce document.

Etat des risques complémentaires (Géorisques)

Risques		Concerné	Détails
 Inondation	TRI : Territoire à Risque important d'Inondation	Non	-
	AZI : Atlas des Zones Inondables	Non	-
	PAPI : Programmes d'actions de Prévention des Inondations	Oui	*Présence d'un PAPI sur la commune sans plus d'informations sur l'exposition du bien.*
	Remontées de nappes	Oui	*Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave, fiabilité FAIBLE (dans un rayon de 500 mètres).*
 Installation nucléaire		Non	-
 Mouvement de terrain		Oui	*Le bien se situe dans un rayon de 500 mètres d'un risque identifié.*
 Pollution des sols, des eaux ou de l'air	BASOL : Sites pollués ou potentiellement pollués	Non	-
	BASIAS : Sites industriels et activités de service	Oui	*Le bien se situe dans un rayon de 500 mètres d'un ou plusieurs sites identifiés.*
	ICPE : Installations industrielles	Non	-
 Cavités souterraines		Oui	*Le bien se situe dans un rayon de 500 mètres autour d'une cavité identifiée.*
 Canalisation TMD		Non	-

Source des données : https://www.georisques.gouv.fr/

Sommaire

Synthèses 1
Formulaire récapitulatif 5
Obligations Légales de Débroussaillement 6
Déclaration de sinistres indemnisés 7
Argiles - Information relative aux travaux non réalisés 8
Prescriptions de travaux, Documents de référence, Conclusions 9
Annexes 10

État des Risques et Pollutions

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être joint en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un bien immobilier et à être remis, dès la première visite, au potentiel acquéreur par le vendeur ou au potentiel locataire par le bailleur. Il doit dater de moins de 6 mois et être actualisé, si nécessaire, lors de l'établissement de la promesse de vente, du contrat préliminaire, de l'acte authentique ou du contrat de bail.

Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti)

Document réalisé le : 25/01/2026

Parcelle(s) : 0A0699

1 Rue Neuve 72150 Courdemanche

Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels (PPRn)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn	**prescrit**	oui ☐	non ☒
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn	**appliqué par anticipation**	oui ☐	non ☒
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn	**approuvé**	oui ☐	non ☒

Les risques naturels pris en compte sont liés à : (les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Inondation ☐ Crue torrentielle ☐ Remontée de nappe ☐ Submersion marine ☐ Avalanche ☐
Mouvement de terrain ☐ Mvt terrain-Sécheresse ☐ Séisme ☐ Cyclone ☐ Eruption volcanique ☐
Feu de forêt ☐ autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn	oui ☐	non ☒
si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR naturel ont été réalisés	oui ☐	non ☐

Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers (PPRm)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm	**prescrit**	oui ☐	non ☒
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm	**appliqué par anticipation**	oui ☐	non ☒
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm	**approuvé**	oui ☐	non ☒

Les risques miniers pris en compte sont liés à : (les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque miniers ☐ Affaissement ☐ Effondrement ☐ Tassement ☐ Emission de gaz ☐
Pollution des sols ☐ Pollution des eaux ☐ autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm	oui ☐	non ☒
si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés	oui ☐	non ☐

Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques (PPRt)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt	**approuvé**	oui ☐	non ☒
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt	**prescrit**	oui ☐	non ☒

Les risques technologiques pris en compte sont liés à : (les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque Industriel ☐ Effet thermique ☐ Effet de surpression ☐ Effet toxique ☐ Projection ☐

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement	oui ☐	non ☒
L'immeuble est situé en zone de prescription	oui ☐	non ☒
Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés	oui ☐	non ☐
Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location*	oui ☐	non ☐

*Information à compléter par le vendeur / bailleur, disponible auprès de la Préfecture

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique règlementaire

L'immeuble est situé dans une zone de sismicité classée en : zone 1 ☒ Très faible ; zone 2 ☐ Faible ; zone 3 ☐ Modérée ; zone 4 ☐ Moyenne ; zone 5 ☐ Forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage règlementaire à potentiel radon

L'immeuble se situe dans une zone à potentiel radon : zone 1 ☒ Faible ; zone 2 ☐ Faible avec facteur de transfert ; zone 3 ☐ Significatif

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T (catastrophe naturelle, minière ou technologique)

L'immeuble a donné lieu au versement d'une indemnité à la suite d'une catastrophe N/M/T* oui ☐ non ☐

*Information à compléter par le vendeur / bailleur

Information relative à la pollution des sols

L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) oui ☐ non ☒

Aucun SIS ne concerne cette commune à ce jour

Situation de l'immeuble au regard du recul du trait de côte (RTC)

L'immeuble est situé sur une commune concernée par le recul du trait de côte et listée par décret	oui ☐	non ☒

L'immeuble est situé dans une zone exposée au recul du trait de côte identifiée par un document d'urbanisme : oui, à horizon d'exposition de 0 à 30 ans ☐ ; oui, à horizon d'exposition de 30 à 100 ans ☐ ; non ☐ ; zonage indisponible ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions applicables à cette zone	oui ☐	non ☐
L'immeuble est concerné par une obligation de démolition et de remise en état à réaliser	oui ☐	non ☐

*Information à compléter par le vendeur / bailleur

Situation de l'immeuble au regard de l'obligation légale de débroussaillement (OLD)

L'immeuble se situe dans un périmètre d'application d'une Obligation Légale de Débroussaillement	oui ☐	non ☒
L'immeuble est concerné par une obligation légale de débroussailler	oui ☐	non ☐

Parties concernées

Vendeur	[redacted]	à		le
Acquéreur	-	à		le

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concernent le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Obligations Légales de Débroussaillement

Non Concerné *

* Le bien ne se situe pas dans le périmètre d'application d'une obligation légale de débroussaillement.



La carte ci-dessus est issue de la cartographie officielle Géorisques (secteur non identifié par l'arrêté ministériel du 06 avril 2024).

Le contour du terrain n'est donné qu'à titre indicatif.

Périmètre d'Obligation Légale de Débroussaillement.

Effectivité des Obligations Légales de Débroussaillement

Le bien doit effectivement être débroussaillé s'il se situe dans un **périmètre soumis à des Obligations Légales de Débroussaillement** et s'il remplit **l'une ou l'autre des conditions suivantes** (cf. article L.134-6 du Code forestier) :

- Il se situe aux abords :
  - d'une construction, un chantier ou toute autre installation ;
  - d'une voie privée donnant accès à une construction, un chantier ou toute autre installation ;
- Il se situe dans :
  - une zone urbaine d'un PLU, une zone constructible d'une carte communale ou une partie actuellement urbanisée d'une commune soumise au RNU ;
  - une Zone d'Aménagement Concerté, une Association Foncière Urbaine ou un lotissement ;
- Il accueille
  - des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs ou des résidences mobiles ;
  - un camping ou un parc résidentiel destiné à l'accueil d'habitations légères de loisirs ;
  - une installation classée pour la protection de l'environnement.

Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

Arrêtés CATNAT sur la commune

Risque	Début	Fin	JO	Indemnisé
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	17/06/2024	21/06/2024	07/07/2024	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	19/05/2024	19/05/2024	01/11/2024	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	21/06/2021	22/06/2021	01/08/2021	☐
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2020	30/09/2020	12/10/2022	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	28/05/2016	05/06/2016	09/06/2016	☐
Mouvement de terrain	03/06/2002	03/06/2002	19/10/2003	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue Mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	17/01/1995	31/01/1995	08/02/1995	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	07/05/1988	08/05/1988	13/08/1988	☐

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : https://www.georisques.gouv.fr/

Préfecture : Mans - Sarthe

Commune : Courdemanche

Adresse de l'immeuble

1 Rue Neuve
Parcelle(s) : 0A0699
72150 Courdemanche

France

Établi le :

Acquéreur :

-

Vendeur :

Mme WEBER Laure Sophie

Argiles - Information relative aux travaux non réalisés

Conformément aux dispositions de l'article R125-24 du Code de l'environnement pris en son dernier alinéa :

« En cas de vente du bien assuré et lorsqu'il dispose du rapport d'expertise qui lui a été communiqué par l'assureur conformément à l'article L. 125-2 du code des assurances, le vendeur joint à l'état des risques la liste des travaux permettant un arrêt des désordres existants non réalisés bien qu'ayant été indemnisés ou ouvrant droit à une indemnisation et qui sont consécutifs à des dommages matériels directs causés par le phénomène naturel de mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols survenus pendant la période au cours de laquelle il a été propriétaire du bien».

	Oui	Non
L'immeuble présente des désordres répondant aux critères énoncés dans l'article ci-dessus reproduit.	☐	☐

Le vendeur doit joindre à l'état des risques la liste des travaux non encore réalisés permettant un arrêt de ces désordres.

Prescriptions de travaux

Aucun

Documents de référence

Aucun

Conclusions

L'Etat des Risques en date du 25/01/2026 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien est soumise à l'obligation en matière d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN n'est concerné par aucun risque réglementé.

JBC
Diagnostics immobiliers

25 janvier 2026
1 Rue Neuve
[redacted]

Sommaire des annexes

Arrêté Préfectoral départemental n° 72-2023-08-24-00002 du 24 août 2023

Cartographies :

- Fiche d'information des acquéreurs et des locataires sur la sismicité
- Cartographie réglementaire de la sismicité
- Fiche d'information des acquéreurs et des locataires sur le risque radon
- Fiche d'information des acquéreurs et des locataires sur l'obligation légale de débroussaillement

À titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

PRÉFET
DE LA SARTHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

Le Mans, le 24 août 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Abrogation des arrêtés préfectoraux relatifs à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 256 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 modifiant l'article L.125-5 du code de l'environnement

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;

VU le décret du 15 février 2022 portant nomination du préfet de la Sarthe, M. Emmanuel Aubry ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs – liste des communes concernées dans le département de la Sarthe ;

VU les arrêtés préfectoraux relatifs à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur chaque commune listée dans l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 a abrogé l'alinéa III de l'article L125-5 du code de l'environnement stipulant que « Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte » ;

CONSIDÉRANT que la modification de l'article L125-5 du code de l'environnement est entré en vigueur au 1er janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT que, par conséquent, le préfet n'a plus à prendre d'arrêté pour dresser la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques dans le département, ni pour identifier les risques et documents à prendre en compte pour chacune de ces communes ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 :
Sont abrogés :

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Aigné ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Allières-Risseux ;

L'arrêté préfectoral du 13 août 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Allonnes sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Amné ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Andillnes ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Arçonnay ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Ardenay-sur-Mérize ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Arnage sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Artheaé sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Asnières-sur-Vègre ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Assé-le-Boisne sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Assé-le-Riboul ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Aubigné-Racan sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Auvers-le-Hamon ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Auvers-sous-Montfaucon ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Auvers-sur-Sarthe sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Avessé ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Aveaé sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Avoise ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bailon-Saint-Mars sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bazouges-Cré-sur-Loir ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Beaufay ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Beaumont-sur-Sarthe sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bellé ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bernay-Neuvy-en-Champagne sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bérus ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Béthon ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bèves ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Boissé-le-Sec ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bonnétable sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bouloire sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bourgle-Roi ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bousse ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Brains-sur-Gée ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bretteville-Pins ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Brûlon-les-Sables ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Bûllon sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Cérans-Foulletourte ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Challes ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Challes sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Champagné sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Champfleur ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Changé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chantenay-Villedieu ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chassillé sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Château-l'Hermitage ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chaufour-Notre-Dame ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chemiré-en-Charnie ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chemiré-le-Gaudin sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chenay ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chéraneé sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chérisay ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chemé-Au ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chevillé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Clermont-Créans ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Commerveil ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Conflans-sur-Anille sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Congé-sur-Orne ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Coulie sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Connerré ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Contilly ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Coulaines sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Coulans-sur-Gée ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Courcebœufs ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Courcelles-la-Forêt ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Couremont sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Courcival ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Courgains ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Courtillers ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Cranes-en-Champagne ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Crissé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Crosmières ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Cures ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Dangeul sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Degré ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Dehault sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Dissay-sous-Courcillon ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Domfront-en-Champagne ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Douezlles ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Douillet sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Dureau ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Dureil ;

L'arrêté préfectoral du 06 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Ecommoy sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de d'Epineu-le-Chevreuil ;

L'arrêté préfectoral du 13 août 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Etival-lès-le-Mans sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Fatines ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Fay ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Fercé-sur-Sarthe ;

L'arrêté préfectoral du 06 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Ffié sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Fée ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Fercnay-sur-Vègre ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Fresnay-sur-Sarthe ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Fyé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Gesnes-le-Gandelin ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Grandchamp sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Guécélard ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Jauzé ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Joué-en-Charnie sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Joué-Pabloé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Juigné-sur-Sarthe ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Jullé ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Jupilles sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Bazoge ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Bazoge-sur-Loir ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Chapelle-aux-Choux ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Chapelle-d'Aligné ;

L'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Chapelle-Saint-Aubin ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Chapelle-Saint-Fray ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Chartre-sur-le-Loir ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Ferté-Bernard ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Flèche sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Fontaine-Saint-Martin ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Guierche ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Milesse ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Quinte ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de La Suze-sur-Sarthe sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Laigné-en-Belin ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lavaré ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Le Bailleul ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Le Grand-Lucé sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Le Grez sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Le Lude sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Le Mans sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Les Aubiers ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Les Mées ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Le Tronchet ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lhomme sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Ligron ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lhez-en-Saosnois sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Loir-en-Vallée sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur le commune de Lombron ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Longnes ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Louailles ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Loué ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Louplande sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lourzy ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lousse ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lucéau sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lucé-sous-Ballon ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Luché-Pringé ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Malgné sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Malicorne-sur-Sarthe ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Mamers sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Manigné sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Marçon ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Marolles-les-Braults ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Marolles-les-Hauts ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Marollette ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Meurcé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Mézeray ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Mézières-sous-Lavardin ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Mézières-sur-Ponthouin ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Moitron-sur-Sarthe ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Moncé-en-Belin sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Moncé-en-Saosnois ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Monhoudou ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Montbizot sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Montfort-le-Gesnois ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Montreuil-le-Chétif ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Mont-Saint-Jean ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Montval-sur-Loir sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Moulins-le-Carbonnel ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Mulsanne ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Nauvay ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Neufchâtel-en-Saosnois ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Neuvillalais sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Neuville-sur-Sarthe ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Neuvillette-en-Charnie ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Nogent-sur-Loir ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Notre-Dame-du-Pé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Nouans ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Noyen-sur-Sarthe sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Oisseau-le-Petit ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Oizé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Parcé ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Parcé-sur-Sarthe sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Parennes sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Parigné-le-Pôlin ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Parigné-l'Evêque sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Percy ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Pezé-le-Robert ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Piacé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Pirmil ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Pizieux ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Poillé-sur-Vègre ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Pontvallain sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Précigné ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Prillé-le-Chétif sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Ruaudin ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Rouessé-Fontaine ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Rouessé-Vassé sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Roëze ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Rouillon ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Rouperoux-le-Coquet ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Ruaudin sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Ruillé-en-Champagne ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Sablé-sur-Sarthe sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Aignan ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Aubin-de-Locquenay sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Biez-en-Belin sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Calais sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Calais-en-Saosnois ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Célerin sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Christophe-du-Jambet ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Christophe-en-Champagne ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Corneille sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Cosme-en-Vairais ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Denis-d'Orques ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Sainte-Jamme-sur-Sarthe ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Sainte-Sabine-sur-Longève ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Georges-du-Bois ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Georges-le-Gaultier ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Germain-d'Arcé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Germain-en-Belin ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Jean-d'Assé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Jean-de-la-Motte ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Jean-du-Bois sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Léonard-des-Bois ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Longis sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Marceau sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Mars-la-Brière sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Martin-des-Monts ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Michel-de-Chavaignes sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Ouen-de-Mimbré ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Ouen-en-Belin sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Ouen-en-Champagne sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Paterne-le-Chevain ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Paul-le-Gaultier sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Pavace sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Bois ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Ormes ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Pierre-du-Lorouër sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Rémy-de-Sillé sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Remy-des-Monts sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Rémy-du-Val ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Saturnin ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Symphorien ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Victeur sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Vincent-des-Prés sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Sainte-Sabine-sur-Longève ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Sarcé sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Sargé-lès-le-Mans ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Savigné-l'Evêque ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Savigné-sous-le-Lude ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Soiaux-sur-Huisne ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Ségrie ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Sillé-le-Guillaume ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Sillé-le-Philippe ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Solesmes ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Sougé-le-Ganelon ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Souillé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Soulgné-Fléaé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Soulgné-sous-Ballon ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Soulgné-sur-Même ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Souvigné-sur-Sarthe ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Spay sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Tassé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Tassillé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Teillé ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Téloché sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Tennie ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Terrehault ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Thoigné ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Thoiré-sous-Contensor ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Thorée-les-Pins ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Tresé-en-Vallée ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Trangé ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Tuffé-Val-de-la-Chéronne ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Vaas ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Valon-sur-Gée ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Vernie ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Vezot ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Villaines-la-Carelle ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Villaines-la-Gonais ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Villaines-sous-Malicorne ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Villeneuve-en-Perseigne ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Vion sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Vivé-en-Champagne ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Vivoin sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 13 août 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Volnes-lès-le-Mans sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 relatif à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Vouvray-sur-Huisne ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Yvré-le-Pôlin sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Yvré-l'Evêque sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols.

Article 2 :

Les informations nécessaires aux propriétaires et bailleurs pour l'application de l'article L125-5 du code de l'environnement sont disponibles sur https://www.georisques.gouv.fr/.

Article 3 :

Une copie du présent arrêté est adressée aux maires des communes concernées et à la chambre départementale des notaires.

L'arrêté est affiché en mairie des communes concernées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe, le Directeur de Cabinet du Préfet, la sous-Préfète de la Flèche, le sous-Préfet de Mamers, le Directeur départemental des territoires de la Sarthe, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
pour le Préfet,
le Secrétaire Général,

SIGNE

Eric ZABOURAEFF

Délai et voie de recours :

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet de la Sarthe,
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s).

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

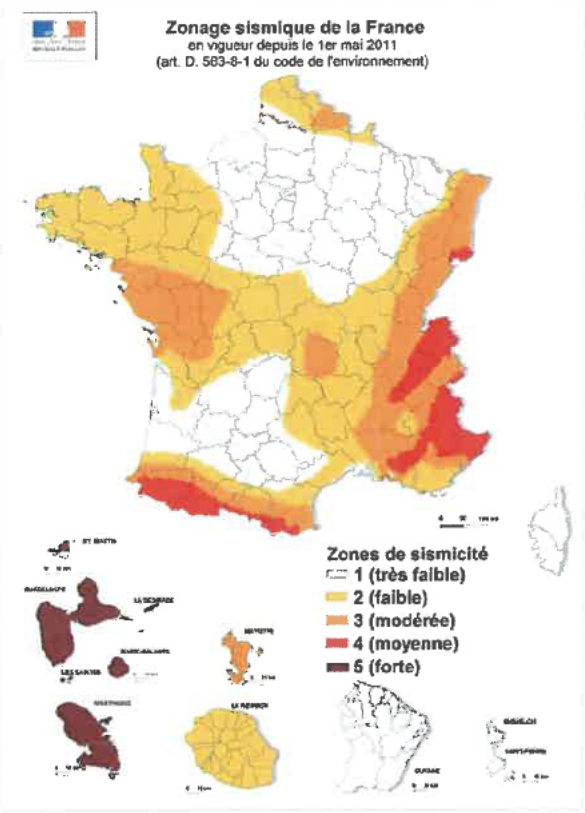
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes (44). Le tribunal administratif de Nantes peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Information acquéreur – locataire (IAL – article L.125-5 du CE)

Le zonage sismique sur ma commune



Le zonage sismique de la France:

Les données de sismicité instrumentale et historique et des calculs de probabilité permettent d'aboutir à l'élaboration d'un zonage sismique. Cette analyse probabiliste représente la possibilité pour un lieu donné, d'être exposé à des secousses telluriques.
Elle prend en compte la répartition spatiale non uniforme de la sismicité sur le territoire français et a permis d'établir la cartographie ci-contre qui découpe le territoire français en 5 zones de sismicité: **très faible, faible, modérée, moyenne, forte**. Les constructeurs s'appuient sur ce zonage sismique pour appliquer des dispositions de constructions adaptées au degré d'exposition **au risque sismique.**

La réglementation distingue quatre catégories d'importance (selon leur utilisation et leur rôle dans la gestion de crise):

I – bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée

II – bâtiments de faible hauteur, habitations individuelles

III – établissements recevant du public, établissements scolaires, logements sociaux

IV – bâtiments indispensables à la sécurité civile et à la gestion de crise (hôpitaux, casernes de pompiers, préfectures ...)

Pour les bâtiments neufs		1	2	3	4	5
I		Aucune exigence				
II		Aucune exigence		Règles CPMI-EC8 Zones 3/4		Règles CPMI-EC8 Zone5
		Aucune exigence		Eurocode 8		
III		Aucune exigence	Eurocode 8			
IV		Aucune exigence	Eurocode 8			

Si vous habitez, construisez votre maison ou effectuez des travaux :

- **en zone 1**, aucune règle parasismique n'est imposée ;

- en **zone 2**, aucune règle parasismique n'est imposée sur les maisons individuelles et les petits bâtiments. Les règles de l'Eurocode 8 sont imposées pour les logements sociaux et les immeubles de grande taille ;

- en **zone 3 et 4**, des règles simplifiées appelées CPMI –EC8 zone 3/4 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles;

- **en zone 5**, des règles simplifiées appelées CPMI-EC8 zone 5 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles.

Pour connaitre, votre zone de sismicité: https:// www.georisques.gouv.fr/ - rubrique « Connaitre les risques près de chez moi »

Le moyen le plus sûr pour résister aux effets des séismes est la construction parasismique : concevoir et construire selon les normes parasismique en vigueur, tenir compte des caractéristiques géologiques et mécaniques du sol.

Pour en savoir plus:

Qu'est-ce qu'un séisme, comment mesure-t-on un séisme ? —> https://www.georisques.gouv.fr/minformer-sur-un-risque/seisme

Que faire en cas de séisme ? —> https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-proteger/que-faire-en-cas-de-seisme

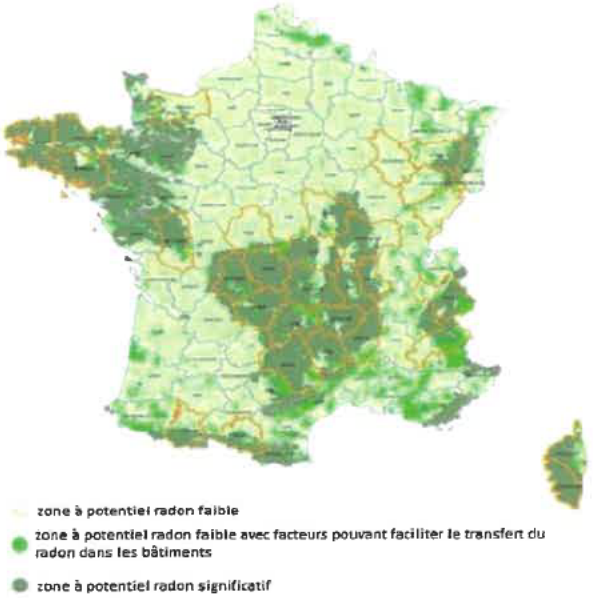

Zonage règlementaire
Zones de sismicité
Très faible
Faible
Modérée
Moyenne
Forte
Limites communales
Contour commune IGN 2018
Fond de carte maptiler
Données sismiques MTES 2010
2 km

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Information acquéreur – locataire (IAL – article L.125-5 du CE)

Le zonage radon sur ma commune

Le zonage à potentiel radon des sols
France métropolitaine



Qu'est-ce que le radon?

Le radon est un gaz radioactif naturel inodore, incolore et inerte chimiquement. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans le sol et les roches.
Le radon est présent partout : dans l'air, le sol, l'eau avec une concentration très variable d'un lieu à l'autre suivant de nombreux facteurs : pression, température, porosité, ventilation...
Dans l'air extérieur, le radon se dilue rapidement et sa concentration moyenne reste généralement très faible. Par contre, dans les espaces clos comme les bâtiments, il peut s'accumuler et atteindre parfois des concentrations élevées.
Les zones les plus concernées par des niveaux élevés de radon dans les bâtiments sont celles ayant des formations géologiques naturellement riches en uranium (sous-sols granitiques et volcaniques).
La concentration en radon se mesure en becquerel par mètre cube d'air (Bq/m³) et le niveau moyen de radon dans l'habitat français est inférieur à 100 Bq/m³. Il existe néanmoins d'importantes disparités liées aux caractéristiques du sol, mais aussi du bâtiment et de sa ventilation. La concentration varie également selon les habitudes de ses occupants en matière d'aération et de chauffage.

Quel est le risque pour la santé ?

Le radon est classé comme cancérogène certain pour le poumon depuis 1987 (Centre international de recherche sur le cancer de l'OMS). En effet, le radon crée, en se désintégrant, des descendants solides radioactifs (polonium, bismuth, plomb) qui peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.
À long terme, l'inhalation du radon conduit à augmenter le risque de développer un cancer du poumon. Cette augmentation est proportionnelle à l'exposition cumulée tout au long de sa vie.
En France, le radon est la seconde cause de cancer du poumon, après le tabac, et on estime qu'environ 3000 décès par an lui sont imputables. Qui plus est, pour une même exposition au radon, le risque de développer un cancer du poumon est environ 20 fois plus élevé pour un fumeur que pour un non-fumeur.

Comment connaître l'exposition au radon dans son habitation ?

Le seul moyen de connaître son niveau d'exposition au radon est de le mesurer grâce à des détecteurs (dosimètres radon) pendant au moins de 2 mois en période de chauffe (mi-septembre à fin avril) dans les pièces aux niveaux les plus bas occupés (séjour et chambre de préférence). En effet, le radon provenant principalement des sols sous les bâtiments, les expositions les plus élevées se situent généralement dans les lieux de vie les plus proches du sol.
Les détecteurs sont commercialisés et analysés par des laboratoires spécialisés (renseignements disponibles sur les sites internet mentionnés dans les contacts utiles ci-dessous). Des détecteurs peuvent également être mis à disposition ponctuellement lors de campagnes de prévention (renseignements auprès de sa commune, de l'agence régionale de santé (ARS) ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)).
Il est recommandé d'avoir un niveau de radon dans son logement inférieur au niveau de référence fixé à 300 Bq/m3, et plus généralement, le plus bas raisonnablement possible.

Comment réduire l'exposition au radon dans son habitation ?

Des solutions techniques existent pour réduire la concentration en radon dans son habitation :
- ✓ aérer quotidiennement son domicile par l'ouverture des fenêtres au moins 10 minutes par jour ;
- ✓ ne pas obstruer les entrées et les sorties d'air, quand elles existent, et les nettoyer régulièrement ;
- ✓ veiller à l'entretien régulier du système de ventilation, quand il existe, et à changer les filtres régulièrement.

Les travaux d'aménagement suivants permettent également de réduire la concentration en radon dans son habitation :
- ✓ assurer l'étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol vis-à-vis du passage du radon (fissures, joints sol/mur, passages des réseaux) ;
- ✓ améliorer, rétablir ou mettre en œuvre une ventilation naturelle ou mécanique dans le soubassement de son domicile.

Les solutions techniques sont à choisir et à adapter à son bâtiment. Aussi, il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment qui pourront réaliser un diagnostic de la situation et aider à choisir les solutions les plus adaptées. Une fois ces solutions mises en œuvre, il est recommandé de vérifier leur efficacité en réalisant de nouvelles mesures de radon.

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

Information acquéreur – locataire (IAL – article L.125-5 du CE) sur le risque radon

Le potentiel radon des sols

Le potentiel radon des sols représente la capacité du sol à émettre du radon. Il prend en compte la richesse en uranium et radium présents dans les roches du sous-sol, la porosité du sol ainsi que plusieurs facteurs géologiques particuliers pouvant favoriser la remontée du radon vers la surface comme les failles, les cavités souterraines, les zones minières...
Il ne permet pas de connaître la concentration dans son habitation et donc son exposition réelle au radon qui dépend aussi de la qualité de la construction et de son mode de vie. Il permet toutefois d'émettre certaines recommandations selon son intensité.

Recommandations pour un logement situé dans une commune à potentiel radon significatif (zone 3)

Il est recommandé de procéder au mesurage du radon dans son logement dans des pièces aux niveaux les plus bas occupés. Le nombre de détecteurs à placer dépend de la surface du bâtiment, avec a minima deux détecteurs à positionner de préférence dans le séjour et une chambre.
Si les résultats sont inférieurs au niveau de référence de 300 Bq/m³, aucune action particulière n'apparaît aujourd'hui nécessaire, à l'exception des bonnes pratiques en termes de qualité de l'air intérieur de son logement (aération quotidienne de son logement par ouverture des fenêtres au moins dix minutes par jour, pas d'obstruction des systèmes de ventilation...).
Si les résultats dépassent légèrement le niveau de référence, il est recommandé de mettre en œuvre des solutions techniques pour réduire l'exposition au radon dans son habitation. De nouvelles mesures sont à réaliser à l'issue de la réalisation des travaux pour vérifier leur efficacité.
Si les résultats dépassent fortement le niveau de référence (> 1000 Bq/m³), il est fortement recommandé de mettre en œuvre des solutions techniques pour réduire l'exposition au radon dans son habitation. Les solutions sont à choisir et à adapter au bâtiment. Aussi, il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment qui pourront réaliser un diagnostic de la situation et aider à choisir les solutions les plus adaptées. Ces solutions peuvent être mises en œuvre progressivement en fonction des difficultés de réalisation ou de leur coût. À l'issue des travaux, il convient de réaliser de nouvelles mesures de radon pour vérifier leur efficacité.
Quel que soit le niveau de radon mesuré dans son logement, si des travaux de rénovation énergétique sont engagés (changement des fenêtres...), il convient de s'assurer du maintien d'un taux de renouvellement de l'air suffisant et d'aérer quotidiennement son logement par ouverture des fenêtres au moins dix minutes par jour. De nouvelles mesures de radon sont également conseillées pour connaître l'évolution de sa situation.

Pour en savoir plus – contacts utiles

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires : www.georisques.gouv.fr
Ministère de la santé et de la prévention : https://sante.gouv.fr/sante-et-environnement/batiments/article/radon
Au niveau régional :
ARS (santé, environnement) : www.ars.sante.fr
DREAL (logement) : https://www.ecologie.gouv.fr/services-deconcentres-des-ministeres
Informations sur le radon :
Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (risque, mesure) : www.irsn.fr/radon

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

Fiche d'information sur les obligations de débroussaillement

Le bien que vous souhaitez acquérir ou louer est concerné par l'obligation légale de débroussaillement (OLD). Cette fiche précise les modalités qui s'y rapportent.

Le débroussaillement autour des habitations, routes et autres installations ou équipements est la meilleure des protections : **90 % des maisons détruites lors des feux de forêt se situent sur des terrains pas ou mal débroussaillés.**

Débroussailler les abords de son habitation, **c'est créer une ceinture de sécurité en cas de feu de forêt**, dans le but de se protéger, de protéger ses proches et ses biens, faciliter l'intervention des secours et de protéger la biodiversité et son cadre de vie.



Terrain respectant les obligations de débroussaillement, source : ONF.

Le débroussaillement consiste sur une profondeur d'au moins 50 mètres[1] autour de son habitation, à **réduire la quantité de végétaux** et à **créer des discontinuités** dans la végétation restante.

Ce n'est ni une coupe rase, ni un défrichement. Il s'agit de couper la végétation herbacée, les buissons et les arbustes, et selon votre département, de mettre à distance les arbres pour qu'ils ne se touchent pas.

Cette mesure est rendue obligatoire par le code forestier dans les territoires particulièrement exposés au risque d'incendie. Sont concernées toutes les **constructions situées à l'intérieur et à moins de 200 mètres des massifs forestiers, landes, maquis ou garrigues classés à risque d'incendie**.

Cette obligation relève de la responsabilité du propriétaire de la construction.

Selon la configuration de votre parcelle, et pour respecter la profondeur du débroussaillement, vous pourriez être tenu d'intervenir sur des parcelles voisines, au-delà des limites de votre propriété.

En cas de non-respect de ces obligations, vous vous exposez à des sanctions, qu'elles soient pénales ou administratives

[1] Le préfet ou le maire peut porter cette obligation à 100 mètres.

QUELLES RÈGLES S'APPLIQUENT SUR VOTRE TERRAIN ?

Vous pouvez consulter le zonage informatif à l'adresse suivante :
https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-proteger/OLD-obligations-legales-de-debroussaillement



Attention : dans les **zones urbaines** délimitées par un plan local d'urbanisme, le débroussaillement concerne, en plus des modalités décrites ci-contre, **l'intégralité de votre parcelle**.

Des règles particulières peuvent s'appliquer :

- aux terrains situés à proximité d'infrastructures linéaires (réseaux électriques, voies ferrées, etc.) : profondeur de débroussaillement, consignes de mise en œuvre, etc. ;
- et aussi aux terrains servant d'assiette à une zone d'aménagement concertée, une association foncière urbaine, un lotissement, un site SEVESO, un camping, etc.

Qui est concerné par les travaux de débroussaillement ?

Le propriétaire de la construction est responsable du débroussaillement autour de celle-ci. Un locataire peut effectuer le débroussaillement si cela est précisé dans son contrat de location, cela n'exonère cependant pas le propriétaire de sa responsabilité pénale.

Attention : les obligations légales de débroussaillement liées à vos constructions sont à réaliser sur une **profondeur minimale de 50 mètres** à compter de celles-ci. Elles ne se limitent pas nécessairement aux limites de votre parcelle. **Vous pouvez donc être amené à réaliser des travaux de débroussaillement sur une parcelle voisine.**

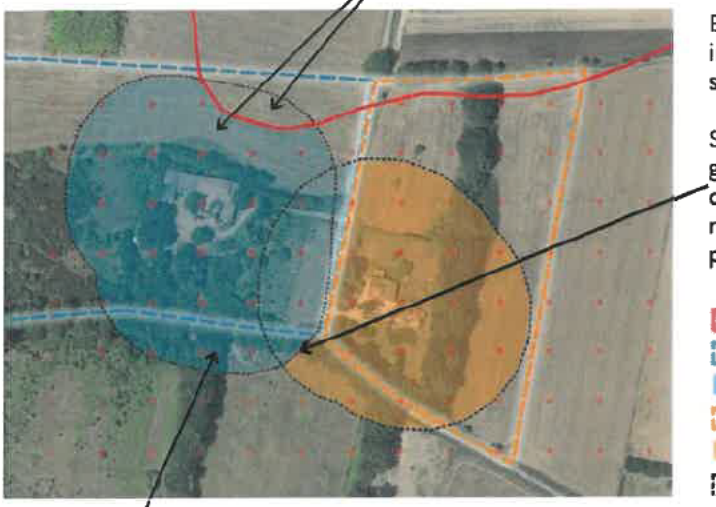
Dans ce cas :

- informez vos voisins de vos obligations de débroussaillement sur leur terrain. Il est recommandé de formaliser votre demande d'accès par un **courrier avec accusé de réception**, précisant la nature des travaux à réaliser (modèle de courrier) ;
- vos voisins peuvent choisir d'effectuer eux-mêmes le débroussaillement qui vous incombe. Cependant, s'ils ne souhaitent pas le réaliser eux-mêmes mais qu'ils vous refusent l'accès, ou qu'ils ne répondent pas à votre demande d'accès au bout d'un mois à compter de la notification, la responsabilité du débroussaillement leur incombera. Vous devrez en informer le maire.

[2] Dans la limite du zonage informatif des obligations légales de débroussaillement.
[3] Cette profondeur est fixée par arrêté préfectoral.

EXEMPLE :

Le propriétaire débroussaille les abords de sa maison sur une profondeur de 50 mètres à l'intérieur seulement du zonage informatif des OLD.



Source : IGN - ortho express 2020

En cas de superposition, l'obligation de mise en œuvre incombe en **priorité au propriétaire de la zone de superposition.**

Si la superposition concerne une **parcelle tierce qui ne génère pas d'OLD** elle-même, **chaque propriétaire dont les OLD débordent** sur cette parcelle est **responsable du débroussaillement des zones les plus proches des limites de sa propre parcelle.**

- Zonage informatif des OLD
- Parcelle propriétaire A
- OLD qui incombent au propriétaire A
- Parcelle propriétaire B
- OLD qui incombent au propriétaire B
- Profondeur de 50 mètres autour des constructions

Attention, le débroussaillement doit être réalisé **de manière continue sans tenir compte des limites de la propriété et peut ainsi déborder sur une parcelle voisine.**

COMMENT ET QUAND DÉBROUSSAILLER ?



Les modalités précises de mise en œuvre du débroussaillement sont adaptées au mieux aux conditions locales de votre département. **Premier réflexe : allez consulter le site de votre préfecture !**

Le débroussaillement comprend plusieurs types de travaux :

- des travaux de réduction importante de la végétation, qui peuvent nécessiter la coupe d'arbres ou d'arbustes, travaux recommandés durant les saisons d'**automne et d'hiver** ;
- l'entretien des zones déjà débroussaillées, qui consiste à maintenir une faible densité de végétation au sol en coupant les herbes et les broussailles ;
- le nettoyage après une opération d'entretien, comprenant l'élimination des résidus végétaux et l'éloignement de tout combustible potentiel aux abords de l'habitation.

Que faire des déchets verts ?

Vous pouvez les broyer ou les composter, car ils sont biodégradables. Vous avez également la possibilité de les déposer à la déchetterie. Vous pouvez vous renseigner auprès de votre mairie pour connaître les modalités de traitement des déchets verts dans votre commune, communauté de communes ou agglomération.

QUE RISQUEZ-VOUS SI VOUS NE DÉBROUSSAILLEZ PAS VOTRE TERRAIN ?

Ne pas débroussailler son terrain, c'est **risquer l'incendie de son habitation**, mettre l'environnement et soi-même **en danger et compliquer l'intervention des services d'incendie et de secours**. Vous vous exposez également à des sanctions, telles que :

- des **sanctions pénales** : de la contravention de 5e classe, pouvant aller jusqu'à 1 500 €, au délit puni de 50 €/m² non débroussaillé ;
- des **sanctions administratives** : mise en demeure de débroussailler avec astreinte , amende administrative allant jusqu'à 50 €/m² pour les zones non débroussaillées , exécution d'office : la commune peut réaliser les travaux et facturer le propriétaire ;
- une **franchise sur le remboursement des assurances.**



Maison non débroussaillée, partiellement détruite par le passage d'un feu, Rognac (13), source : ONF.

Pour aller plus loin sur les obligations légales de débroussaillement :

Site internet de votre préfecture

Jedebroussaille.gouv.fr

Dossier expert sur les feux de forêt | Géorisques

Obligations légales de débroussaillement | Géorisques

Articles L.134-5 à L.134-18 du code forestier

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Klarity.

ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE
DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Valable du 01/12/2025 au 01/12/2026

Nous soussignés **Klarity Assurance** SAS - Courtage en Assurance – dont le centre de gestion se situe au 1 Av. de l'Angevinière, 44800, St-Herblain, attestons, sous réserve du paiement intégral de la cotisation d'assurance, par la présente que :

JBC ingenierie
Représenté par : Levesque Alexis
2 Rue Crochardière
72000 LE MANS
N° SIREN : 490908373
Date de création : 01-07-2006
Téléphone : 0674091906
Email : contact@jbc-diagnostic.com

Est titulaire du contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle du fait de ses activités professionnelles de **Diagnostiqueur Immobilier** auprès de **Markel Insurance SE, société d'assurance dont le siège social est situé à Sophienstrasse 26, 80333 Muenchen, Allemagne, agissant par l'intermédiaire de sa succursale en France située au 93 Avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine** sous le n°**CDIAGK000677** souscrit à effet du 18/12/2023.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de ses activités professionnelles suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Les activités de diagnostiqueur immobilier résultant des obligations visées aux articles L. 271-6 et R. 271-1 à R. 271-4 du Code de la construction et de l'habitation que ce soit dans le cadre de la vente d'un bien ou en dehors de la vente.

Les diagnostics assurés au titre des présentes sont exclusivement les suivants :

Énergie, polluants, assainissement, immobilier, air

- Audit énergétique réglementaire **(C)**
- Attestation de fin de travaux (RT 2012 et RE 2020)
- Constat de risque exposition au plomb (CREP) **(C sans mention)**
- Contrôle des certificats d'économie d'énergie
- Contrôle des travaux d'isolation des combles
- Diagnostic amiante avant-vente **(C mention)**
- Diagnostic contrôle de système de ventilation (RT 2012 et RE 2020)
- Diagnostic d'infiltrométrie et de perméabilité (RT 2012 et RE 2020) **(AF)**
- Diagnostic déchets / PEMD
- Diagnostic thermographique (RT 2012 et RE 2020)
- Diagnostic de Performance Énergétique **(C sans mention)**
- Diagnostic de Performance Énergétique **(C avec mention)**
- Diagnostic de Risque d'Intoxication au Plomb des peintures (DRIPP)
- Diagnostic sécurité piscine **(AF)**
- Diagnostic Technique Global (DTG) **(AF et niveau bac+3 bâtiment)**
- Diagnostic Amiante avant-vente **(C sans mention)**

Klarity.

- Dossier Technique Amiante (DTA) **(C sans mention max ERP <300 PERS, CAT 5)**
- Dossier Amiante Parties Privatives (DAPP) **(C sans mention)**
- Diagnostic accessibilité aux personnes handicapées **(AF)**
- Diagnostic du risque de plomb dans l'eau **(AC prélèvement)**
- Diagnostic sécurité incendie (périmètres arrêté 2013 et détecteurs de fumée **(AF)**
- Établissement d'états descriptifs de division (calcul millième de copropriété) **(AF)**
- Estimation de mise en valeur vénale
- Etat de l'installation d'assainissement non-collectif **(AF)**
- Etat de l'installation d'assainissement collectif
- État de l'installation intérieure de l'électricité **(C sans mention)**
- État de l'installation intérieure du gaz **(C sans mention)**
- État des lieux dans le cadre de l'établissement d'un prêt **(AF PTZ)**
- État des lieux locatifs **(AF)**
- État des lieux relatif à la conformité aux normes d'habitabilité
- État des nuisances sonores aériennes
- État des risques et pollution (ERP) **(AF)**
- Évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (en ERP 1 à 5, IGH et tout autre site)
- Expertise amiable
- Formateur et examinateur pour le compte d'organismes de certification
- Mesurage de concentration en radon **(AF)**
- Mesurage "loi Carrez" **(AF)**
- Mesurage surface habitable (dont Boutin) **(AF)**
- Plan Pluriannuel des Travaux du bâtiment **(BAC+3 dans le domaine Technique du Bâtiment ou VAE équivalente)**
- Qualité de l'air intérieur : hors accréditation
- Qualité de l'air intérieur : sous accréditation

Diagnostics complémentaires

Amiante et plomb avant travaux

- Contrôle des VLEP Plomb, silice, amiante **(AC)**
- Diagnostic amiante sur enrobés, Hydrocarbure Aromatique Polycyclique (HAP), C **(C mention)** ou F SS4 **(C sans mention)**
- Examen visuel après travaux **(C mention)**
- Mesures d'empoussièrement en fibre d'amiante dans l'air **(AC prélèvement)**
- Recherche d'amiante avant travaux ou démolition **(C mention)**
- Repérage amiante avant travaux installations (notamment industrielles), matériels et équipement concourant à une activité **(C mention)**
- Repérage amiante sur navires battant pavillon français **(C mention)**
- Repérage liste A et B & Dossier Technique Amiante (DTA) en ERP 1 à 5, IGH et tout autre site **(C mention)**
- Diagnostic Plomb avant travaux

L'activité "Amiante avant travaux" n'est pas couverte pour les surfaces diagnostiquées supérieures à 1500m²

Klarity.

État parasitaire

- Constat de l'état parasitaire dans les immeubles bâtis et non bâtis sur les ouvrages (dont mérules) **(AF)**
- Diagnostic agents d'infestation xylophage (autres que termites) ou lignivore dont mérule
- Diagnostic légionnelle **(AC prélèvement)**
- État relatif à la présence de termites dans le bâtiment **(C sans mention)**

Prérequis par activité :
C : certification
AF : formation
AC : accréditation COFFRAC

Les montants des garanties et des franchises :

La Responsabilité Civile Professionnelle :

Intitulé des garanties	Montant de Garantie*	Franchise*
Dommages corporels, dommages matériels et immatériels consécutifs ou non	Tous dommages confondus : **300 000 € par sinistre** **500 000 € par année d'assurance**	Socle : 3 000 € par **sinistre** État parasitaire, Amiante avant travaux, Audit Energétique, Loi Carrez : 5 000 € par **sinistre**

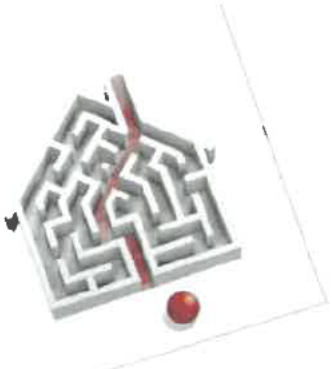
* Pour les créateurs de – de 18 mois et pour la formule CA < à 50.000 € :
Franchise : Socle 1.000 € par **sinistre**, État parasitaire 3.000 € par **sinistre**, Amiante : 3.000 € par **sinistre**, Audit énergétique réglementaire : 7.000 € par **sinistre**

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie, et est délivrée pour servir et valoir ce que de droit. Elle ne peut engager l'Assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à CHAMBOURCY,
le 8 décembre 2025

Par délégation de l'assureur :
Ying Liang





Certificat de compétences
Diagnostiqueur Immobilier

N° CPDI3520 Version 006

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur GODET Jérôme

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 26/11/2020 - Date d'expiration : 25/11/2027
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 15/11/2023 - Date d'expiration : 14/11/2030
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 15/07/2020 - Date d'expiration : 14/07/2027

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse https://www.icert.fr/liste-des-certifies/
Valide à partir du 15/11/2023.

(1) Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

I.Cert Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnostiqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

cofrac ACCREDITATION N° 4-4522 PORTÉE DISPONIBLE SUR WWW.COFRAC.FR

Certificat de compétences
Diagnostiqueur Immobilier

N° CPDI 0673 Version 008

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur LEVESQUE Alexis

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Energie sans mention	Energie sans mention **Date d'effet : 17/04/2023 - Date d'expiration : 16/04/2030**
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz **Date d'effet : 21/03/2021 - Date d'expiration : 20/03/2028**
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine **Date d'effet : 08/10/2020 - Date d'expiration : 07/10/2027**

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse https://www.icert.fr/liste-des-certifies/
Valide à partir du 17/04/2023.

Arrêté du 21 novembre 2011 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du state de conservation de la peinture ou des certifications après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification – Arrêté du 25 juillet 2014 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification – Arrêté du 8 novembre 2016 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis et l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification – Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification – Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique qui prennent en compte la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification – Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification – Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Du Arrêté du 2 juillet 2013 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification. Du Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnostiqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

JBC

5, rue de Boisdenier 37000 TOURS - Tél. : 02.47.66.13.99
2, rue de la Crochardière 72000 LE MANS - Tél. : 02.43.76.18.32
Email : contact@jbc-diagnostic.com

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné Jérôme GODET, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

J'atteste également disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier.

Conformément à l'exigence de l'article R 271-3 du même code, j'atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir le présent diagnostic.

En complément à cette attestation sur l'honneur, je joins mes états de compétences validés par la certification, ainsi que mon attestation d'assurance.

J.B.C. Ingénierie
EXPERTISES & DIAGNOSTICS
2, rue de la Crochardière
72000 LE MANS
02 43 76 18 32 - Fax 02 43 87 88 91

JBC
Diagnostics immobiliers

2, rue de la Crochardière 72000 LE MANS Tél. : 02.43.76.18.32
5, rue de Boisdenier- 37000 TOURS Tél. : 02.47.66.13.99
Email : contact@jbc-diagnostic.com
Assurance : ALLIANZ n° 56729146 valable jusqu'au 30/06/2022

Attestation sur l'honneur

Je, soussigné Alexis LEVESQUE, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

J'atteste également disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier.

Conformément à l'exigence de l'article R 271-3 du même code, j'atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir le présent diagnostic.

En complément à cette attestation sur l'honneur, je joins mes états de compétences validés par la certification, ainsi que mon attestation d'assurance.

J.B.C. Ingénierie
DIAGNOSTICS
2, rue de la Crochardière
72000 LE MANS
Tél. 02 43 76 18 32 - Fax 02 43 87 88 91